

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3071

14 décembre 2011

SOMMAIRE

Anglemont S.A.	147388	Patron Dieter II S. à r. l.	147368
Aviva Investors Luxembourg	147368	Patron Dieter S.à r.l.	147372
BCP Lisa Luxembourg	147372	Patron Elke Holding S.à r.l.	147368
BOA Luxembourg Investment S.à r.l. ...	147380	Patron Elke S.à r.l.	147379
Cavecan S.A.	147372	Patron Ewald Holding S.à r.l.	147379
Contego Packaging Luxembourg S.à r.l.	147369	Patron Ewald S.à r.l.	147379
Enigma Investment & Development S.à r.l.	147369	Patron Volker Holding S.à r.l.	147383
Hansinvest Trust S.A.	147382	Patron Volker S.à r.l.	147386
NSI Switzerland S.à r.l.	147362	Pavas S.à r.l.	147408
Oasis Holding S.A.	147362	Peinture Dave Feltus Sàrl	147408
Omnibus Sàrl	147363	P.F. Retail Holdings BZ	147363
Orego S.à r.l.	147363	Phoenix Recoveries (UK) Limited S.à r.l.	147386
Orgacomm International	147365	POLPAGER International SA	147364
Orgacomm International AG	147365	Praga Soparfi S.A.	147392
PacificWave Partners Europe S.à r.l. ...	147363	Presidential Holdings Ferdinand I	147387
Paganini S.à r.l.	147387	Printemps Holdings Luxembourg S.à r.l.	147387
Pago S.à r.l.	147392	Rafferty 3 S.à r.l.	147366
Palais S.A.	147392	RECAP I S.à.r.l.	147367
Palmerston Investments S.A.	147407	Resam Investments S.à r.l.	147380
Panini S.à r.l.	147407	Shelby Holdings S.à r.l.	147407
Par3 S.A.	147362	Sofichar Spf S.A.	147386
PAR 4 S.A.	147408	Suridam Holding S.A.	147362
Pardus S.à r.l.	147364	TBU-1 International S.A	147363
Partin S.A.	147408	The Century Fund SICAV	147392
Partin S.A.	147408	UBS Target Fund	147387
Patron Aachen Development S. à r. l. ...	147364	Wedco One (Luxembourg) S.à r.l. Partici- pations S.C.A.	147383
Patron Aachen Holdings S. à r. l.	147366	Wedco Participations (Luxembourg) SCA	147383
Patron Aachen Leasing S. à r. l.	147367		
Patron Aachen Prime Holdings S.à r.l. ...	147367		
Patron Dieter Holding S.à r.l.	147367		

NSI Switzerland S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 135.776.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 62960 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011152074/10.

(110176688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Oasis Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 83.971.

EXTRAIT

En date du 28 Octobre 2011, le Conseil d'Administration coopte Monsieur David RAVIZZA, cadre, domicilié au 42, rue Mantrand, F-54650 Saulnes en remplacement de Monsieur Riccardo MORALDI, administrateur démissionnaire. Il reprendra le mandat de son prédécesseur.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 4 novembre 2011.

Référence de publication: 2011152076/13.

(110176479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Suridam Holding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1468 Luxembourg, 14, rue Erasme.
R.C.S. Luxembourg B 47.290.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale des actionnaires de la Société tenue en date du 17 octobre 2011

En date du 17 octobre 2011, l'assemblée générale des actionnaires de la Société a pris les résolutions suivantes:

- de renouveler le mandat des personnes suivantes:

* Monsieur Paul MOUSEL, administrateur

* Monsieur Guy HARLES, administrateur

* Monsieur Philippe DUPONT, administrateur

* Monsieur Claude KREMER, commissaire aux comptes

avec effet immédiat et ce pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale de la Société qui statuera sur les comptes annuels au 31 décembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 novembre 2011.

SURIDAM HOLDING S.A.

Signature

Référence de publication: 2011152762/20.

(110177653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2011.

Par3 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1933 Luxembourg, 6, rue Siggy vu Letzebuerg.
R.C.S. Luxembourg B 98.886.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour compte de PAR3 S.A

Fiduplan S.A.

Signature

Référence de publication: 2011152090/13.

(110176606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Omnibus Sarl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-6670 Mertert, 2C, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 138.588.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011152081/10.

(110176756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Orego S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 107.462.

Le bilan au 31/12/2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011152082/10.

(110176703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

P.F. Retail Holdings BZ, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 2A, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 134.693.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2011152085/11.

(110177026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

PacificWave Partners Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 135.815.

EXTRAIT

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2011.

La gérance

Référence de publication: 2011152086/12.

(110176480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

TBU-1 International S.A, Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 107.950.

Extrait de l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue à Luxembourg de manière extraordinaire en date du 28 octobre 2011

L'assemblée ratifie la cooptation de Monsieur Nicholas Hood, né à Bromley (Royaume-Uni), le 15 octobre 1974, résidant professionnellement au 40, Portman Square, W1H6DA Londres (Royaume-Uni), comme nouvel administrateur de la société en remplacement de Madame Joséphine Pallett, démissionnaire depuis le 29 mars 2011.

Le conseil d'administration est désormais composé comme suit:

- Mr Pierre Stemper, président du conseil d'administration;
- Mme Christelle Rétif;

- Mr Naïm Gjonaj;
- Mr Nikos Stathopoulos;
- Mr Nicholas Hood.

L'assemblée décide de renouveler le mandat de la société Deloitte S.A., ayant son siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, en tant que réviseur d'entreprise agréé.

Le mandat des administrateurs et du réviseur d'entreprise agréé ainsi nommés viendra à échéance à l'issue de l'assemblée générale annuelle approuvant les comptes annuels au 31 décembre 2011.

Pour extrait conforme
TBU-1 International S.A.
Naïm Gjonaj / Pierre Stemper
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011155425/26.

(110179803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2011.

Pardus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 131.515.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Pardus S. à r.l.
Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011152088/11.

(110176982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Patron Aachen Development S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 134.161.

Résolution prise par l'associé unique en date du 27 octobre 2011

Il est porté à la connaissance de tiers que:

- Géraldine SCHMIT, gérant de la société, au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.

- Robert BRIMEYER, gérant de la société, au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.

Pour extrait
Pour la société

Référence de publication: 2011152091/16.

(110176782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

POLPAGER International SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 70.003.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

"Par jugement du 27 octobre 2011, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions,

déclare closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme POLPAGER International SA (B 70.003);

ordonne la publication du présent jugement par extrait au Mémorial;

met les frais à la charge du Trésor."

Lionel GUETH-WOLF

Le liquidateur

Référence de publication: 2011152128/17.

(110176645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

**Orgacomm International, Société Anonyme,
(anc. Orgacomm International AG).**

Siège social: L-5444 Schengen, 5, Baachergaass.

R.C.S. Luxembourg B 161.365.

Im Jahre zweitausendelf, am dritten November.

Vor der unterzeichnenden Notarin Karine Reuter, mit Amtssitz in Petange,

Fand die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre der Aktiengesellschaft

ORGACOMM INTERNATIONAL AG

eine Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechtes, mit Sitz in L-1449 Luxemburg, 20, rue de l'Eau, statt.

Die Gesellschaft wurde gemäß notarieller Urkunde durch den unterzeichneten Notar am 23. Mai 2011 gegründet und im Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations am 11. August 2011, Nummer 1.835, Seite 88.039 veröffentlicht.

Die Versammlung wird um 11.50 Uhr unter dem Vorsitz von Herrn Werner SCHMITT, beruflich ansässig in Schengen eröffnet.

Der Vorsitzende beruft zum Schriftführer Herrn Michael RENNIG, beruflich ansässig in Schengen.

Die Versammlung wählt einstimmig zum Stimmzähler Herrn Werner SCHMITT, beruflich ansässig in Schengen.

Der Vorsitzende erklärt die Sitzung als eröffnet und gibt gemeinsam mit den Versammlungsmitgliedern folgende Erklärungen ab, welche von dem amtierenden Notar zu Protokoll genommen werden:

I. Aus der Anwesenheitsliste geht hervor, dass die Aktionäre in gegenwärtiger Versammlung zugegen oder rechtlich vertreten sind; demzufolge ist die Generalversammlung regelmäßig zusammengesetzt und kann gültig über alle Punkte der Tagesordnung beschließen; diese Anwesenheitsliste wurde vom von den Aktionären, sowie von den Mitgliedern des Versammlungsvorstandes und dem Notar unterzeichnet, und bleibt gegenwärtiger Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden.

II. Die Tagesordnung der Generalversammlung lautet wie folgt:

Tagesordnung:

Verlegung des Gesellschaftssitzes

Abänderung des Gesellschaftsnamen

Abänderung von Artikel 1 und Artikel 2 Absatz 1 der Satzung

Sodann trifft die Versammlung, nach Beratung und Billigung der Erklärungen des Vorsitzenden, einstimmig folgende Beschlüsse

Erster Beschluss

Da das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, ist diese außerordentliche Generalversammlung ordnungsgemäß konstituiert und mithin in der Lage, ordnungsgemäß über alle Gegenstände der nachstehenden Beschlüsse zu befinden.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschliesst den Sitz der Gesellschaft nach L-5444 SCHENGEN, 5 Baachergaass zu verlegen.

Dritter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschliesst den Namen der Gesellschaft in „ORGACOMM INTERNATIONAL“ um zu benennen.

Vierter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschliesst dem gemäss Artikel 1 sowie Artikel 2 Absatz 1 wie folgt abzuändern:

« **Art. 1.** Zwischen den Vertragsparteien und allen Personen, welche später Aktionäre der Gesellschaft werden, wird eine anonyme Aktiengesellschaft gegründet unter der Bezeichnung: "ORGACOMM INTERNATIONAL"

Art. 2. Absatz 1. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde SCHENGEN»

147366

Gebühren

Die Gebühren, Ausgaben, Honorare und sonstigen Verbindlichkeiten, welcher Art auch immer, die der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Versammlung entstehen, werden unter Vorbehalt sämtlicher Rechte mit EUR 1.300.- (eintausenddreihundert euros) bewertet und fallen zu Lasten der Gesellschaft.

Die hier Erschienenen verpflichten sich jedoch persönlich gegenüber dem instrumentierenden Notar für die anfallenden Unkosten.

Da somit die Tagesordnung erschöpft ist und kein weiterer Antrag und keine Wortmeldungen mehr vorliegen, wird die Sitzung geschlossen.

Worüber Protokoll, Aufgenommen in Petange, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, haben dieselben zusammen mit dem amtierenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: SCHMITT, RENNIG, REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 03 novembre 2011 Relation: EAC/2011/14683 Reçu soixante-quinze euros.

Le Receveur ff. (signé): THOMA.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Pétange, le 8 novembre 2011.

Référence de publication: 2011152083/65.

(110176832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Patron Aachen Holdings S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 134.162.

Résolution prise par l'associé unique en date du 27 octobre 2011

Il est porté à la connaissance de tiers que:

- Géraldine SCHMIT, gérant de la société, au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.

- Robert BRIMEYER, gérant de la société, au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.

Pour extrait

Pour la société

Référence de publication: 2011152092/16.

(110176781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Rafferty 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 112.553.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 08/11/2011.

Jorge Pérez Lozano / Israel Domingo Basilio

Manager / Manager

Référence de publication: 2011152146/12.

(110177037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Patron Aachen Leasing S. à r. l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 134.388.

—
Résolution prise par l'associé unique en date du 27 octobre 2011

Il est porté à la connaissance de tiers que:

- Géraldine SCHMIT, gérant de la société, au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.

- Robert BRIMEYER, gérant de la société, au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.

Pour extrait

Pour la société

Référence de publication: 2011152093/16.

(110176780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Patron Aachen Prime Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 133.929.

—
Résolution prise par l'associé unique en date du 27 octobre 2011

Il est porté à la connaissance de tiers que:

- Géraldine SCHMIT, gérant de la société, au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.

- Robert BRIMEYER, gérant de la société, au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.

Pour extrait

Pour la société

Référence de publication: 2011152094/16.

(110176779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Patron Dieter Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 115.587.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011152095/10.

(110176466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

RECAP I S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 146.638,00.**

Siège social: L-2430 Luxembourg, 34, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 141.895.

—
EXTRAIT

La résolution suivante a été adoptée lors de l'Assemblée Générale, tenue en date du 10 mars 2011:

1. La société suivante a été nommée en tant que réviseur:

- Deloitte S.A., RC B 67895, avec siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2011.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 novembre 2011.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2011152152/17.

(110176724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Aviva Investors Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 25.708.

—
Extrait des résolutions présent par l'actionnaire unique le 12 Juillet 2011

L'actionnaire unique de la Société a pris le 12 Juillet 2011 la décision de nommer au poste d'Administrateur de la Société, Jean François Boulier, domicilié professionnellement 24-26 rue de la Pépinière, 75008 Paris, France, à compter de la date de non objection de la Commission de Surveillance du Secteur Financier, intervenue le 24 Octobre 2011.

Le mandat d'Emmanuel Babinet s'achèvera en date de la prochaine assemblée générale annuelle de la Société qui se tiendra en 2012.

Au 24 Octobre 2011, le Conseil d'Administration de la Société se compose comme suit :

- M. William GILSON, Président et Administrateur
- M. Jacques ELVINGER, Administrateur
- M. Mark PHILLIPS, Administrateur
- M. Emmanuel BABINET, Administrateur
- M. Jean François BOULIER, Administrateur

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 10 Novembre 2011.

Référence de publication: 2011152961/21.

(110178269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2011.

Patron Elke Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 115.589.

—
Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011152098/10.

(110176465) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Patron Dieter II S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 124.583.

—
Résolution prise par l'associé unique en date du 28 octobre 2011

Il est porté à la connaissance de tiers que:

- Géraldine SCHMIT, gérant de la société, au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.
- Robert BRIMEYER, gérant de la société, au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.

Pour extrait
Pour la société

Référence de publication: 2011152096/16.

(110176786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Enigma Investment & Development S.à r.l., Société à responsabilité limitée (en liquidation).

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 93.265.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Extrait

Par jugement du 27 octobre 2011, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, statuant sur requête de Monsieur le Procureur d'Etat, a prononcé la dissolution et ordonné la liquidation conformément à l'article 203 de la loi sur les sociétés commerciales, de la société ENIGMA INVESTMENT & DEVELOPMENT S.à r.l.

Ce jugement a déclaré applicables les dispositions légales relatives à la liquidation de la faillite et nommé juge-commissaire Madame Carole BESCH, premier juge au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et liquidateur Maître Céline BOTTAZZO, avocat, demeurant à Luxembourg. Les déclarations de créances sont à déposer au greffe du tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg.

Pour Extrait conforme
Me Céline BOTTAZZO
Le liquidateur

Référence de publication: 2011152848/20.

(110177803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2011.

Contego Packaging Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6947 Niederanven, 1, Zone Industrielle Bombicht.

R.C.S. Luxembourg B 69.353.

In the year two thousand and eleven, on the twelfth day of October.

Before Maître Jean SECKLER, notary public, residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

the company Contego Packaging Holdings Limited (formerly "NAMPAC Paper Holdings Limited"), a private limited company incorporated under the laws of England and Wales, registered with Companies House under the number 00360964, with registered office at Windlebrook House, Guildford Road, Bagshot, Surrey, GU195NG,

duly represented by Mr. Luís MARQUES GUILHERME, jurist, professionally residing at 69, Boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal, dated October 4, 2011. The said power of attorney, having been signed *in* varietur by the principal and the undersigned notary public, will remain attached to the present deed to be filed conjoined with the Luxembourg Trade and Companies' Register.

Such appearing person, represented as mentioned above, states that it is the sole member (hereafter the "Sole Member") of the company Contego Packaging Luxembourg S.à r.l. (formerly "Nampak Healthcare Luxembourg S.à r.l."), a private limited company with registered office at 1, Zone Industrielle Bombicht, L-6947 Niederanven, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under section B and number 69353, incorporated by a deed of the undersigned notary public on April 2, 1999, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, number 480 on June 24, 1999, which articles of association have been amended for the last time by a deed of the undersigned notary on April 29, 2011, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, number 1533 on July 7, 2011 (hereafter the "Company").

Such appearing party, represented as mentioned above, in its capacity of Sole Member of the Company requested the undersigned notary to state its following resolutions:

First resolution

The Sole Member decides to increase the corporate capital of the Company by an amount of one hundred Euros (EUR 100), so as to bring it from its present amount of thirty-one thousand Euros (EUR 31,000), represented by three hundred and ten (310) corporate units, with a nominal value of one hundred Euros (EUR 100) each, to the amount of thirty-one thousand one hundred Euros (EUR 31,100) represented by three hundred and eleven (311) corporate units, with a nominal value of hundred Euros (EUR 100).

Second resolution

The Sole Member resolved to issue one (1) corporate unit with a nominal value of one hundred Euros (EUR 100), together with an aggregate share premium in an aggregate amount of two million one hundred ninety-nine thousand and nine hundred Euros (EUR 2,199,900).

Subscription and Payment

Then appeared Mr. Luís MARQUES GUILHERME, previously named, acting in his capacity as duly appointed proxy of Contego Packaging Holdings Limited, previously named.

The appearing person, represented as here above stated, declared to subscribe for one (1) corporate unit with a nominal value of one hundred Euros (EUR 100) each, together with a share premium in an aggregate amount of two million one hundred ninety-nine thousand and nine hundred Euros (EUR 2,199,900) and to make payment of such new corporate unit and share premium in full by a contribution in kind consisting in the conversion of a portion of a claim held by the Sole Member (the "Claim") against the Company which is equivalent to two million and two hundred thousand Euros (EUR 2,200,000) (the "Contribution").

It results from a valuation report dated October 11, 2011 issued by the Finance Manager for Northern Europe of the Company (the "Valuation Report") that:

"Given the market conditions and other circumstances prevailing at the date of this declaration and based on my investigations, I am of the opinion that the aggregate value of the Claim as at September, 30, 2011 is at least EUR 2,200,000.-."

Having acknowledged the above described contribution in kind, the Sole Member, represented as stated above, expressly agreed with the description of the Contribution, with its valuation, with the effective contribution in kind to the Company and confirmed the validity of the subscription and payment.

Third resolution

The Sole Member resolved amending article 5 of the articles of association of the Company so as to reflect the capital increase, which shall henceforth read as follows:

" **Art. 5.** The subscribed capital is set at thirty-one thousand one hundred Euros (EUR 31,100), represented by three hundred eleven (311) corporate units with a par value of one hundred Euros (EUR 100) each."

Declarations, costs, evaluation

The expenses, costs, fees and outgoing of any kind whatsoever borne by the Company as a result of the presently stated are evaluated at two thousand eight hundred Euros.

The undersigned notary public who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, the person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le douzième jour d'octobre.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

la société Contego Packaging Holdings Limited (anciennement "NAMPAK Paper Holdings Limited"), une société à responsabilité limitée constituée d'après le droit d'Angleterre et du Pays de Galles, immatriculée au registre des sociétés du Royaume-Uni, Companies House, sous le numéro 00360964 et ayant son siège social à Windlebrook House, Guilford Road, Bagshot, Surrey GU19 5NG,

Dûment représentée par Monsieur Luís MARQUES GUILHERME, juriste, demeurant professionnellement à 69, Boulevard de la Pétrusse, L2320 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 4 octobre 2011. Cette procuration, signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-avant, déclare être l'associée unique (l'"Associé Unique") de la société Contego Packaging Luxembourg S.à r.l. (anciennement "NAMPAK Healthcare Luxembourg S.à r.l."), une société à responsabilité limitée ayant son siège social à 1, Zone Industrielle Bombicht, L-6947 Niederanven, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 69353, constituée en vertu d'un acte du notaire instrumentant en date du 2 avril 1999, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 480 du 24 juin 1999, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire instrumentant le 29 avril

2011, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 1533 du 7 juillet 2011 (ci-après la "Société").

Ladite partie comparante, représentée de la manière décrite ci-dessus, en sa qualité d'Associé Unique, a demandé au notaire instrumentant de noter ses résolutions comme suit:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société par un montant de cent euros (EUR 100) pour le porter de son montant actuel de trente et un mille euros (EUR 31.000) représenté par trois cent dix (310) parts sociales d'une valeur de cent euros (EUR 100) chacune, à un montant de trente et un mille cent euros (EUR 31.100) représenté par trois cent onze (311) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100).

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'émettre une (1) part sociale avec une valeur de cent euros (EUR 100), avec une prime d'émission totale de deux million cent quatre-vingt dix-neuf mille neuf cent euros (EUR 2.199.900).

Souscription et paiement

A comparu ensuite Monsieur Luís MARQUES GUILHERME, prénommé, agissant en tant que mandataire de Contego Packaging Holdings Limited, prénommée.

La partie comparante, comme ci-avant décrite, a déclaré souscrire à une (1) part sociale d'une valeur de cent euros (EUR 100) avec une prime d'émission de deux millions cent quatre-vingt dix-neuf mille neuf cent euros (EUR 2.199.900) et de payer cette part sociale et prime d'émission intégralement par un apport en nature en nature consistant dans la conversion d'une partie d'un droit à recevoir détenu par l'Associé Unique (le "Droit à Recevoir") à l'égard de la Société équivalent à deux millions deux cent mille euros (EUR 2.200.000) ("Apport").

Il résulte du rapport d'évaluation en date du 11 octobre 2011 émis par le Directeur Financier pour l'Europe du Nord de la Société (le "Rapport d'Evaluation") que:

"En tenant compte des conditions et autres circonstances prévalant à la date de cette déclaration, et sur la base de mes vérifications, je suis de l'avis que la valeur totale de l'Apport à la date du 30 Septembre 2011 est d'au moins EUR 2.200.000,-."

Ayant reconnu l'apport en nature décrit ci-dessus, l'Associé Unique, représenté comme mentionné ci-avant, a donné expressément son accord sur la description de l'Apport, son évaluation, l'effectivité de l'apport en nature à la Société et confirme la validité de la souscription et du paiement.

Troisième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 5 des statuts de la Société pour refléter l'augmentation du capital social. qui devra avoir la teneur suivante:

" **Art. 5.** Le capital social souscrit est fixé à trente et un mille cent euros (EUR 31.100,-), représenté par trois cent dix (311) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune."

Déclarations, frais, évaluation

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit incombant à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison des présentes s'élèvent approximativement à la somme de deux mille huit cents euros.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Il est spécifié qu'à la demande du comparant en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite au mandataire, ès-qualité qu'il agit, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Luís MARQUES GUILHERME, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 17 octobre 2011. Relation GRE/2011/3672. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme, délivrée à la société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 4 novembre 2011.

Référence de publication: 2011153007/134.

(110178500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2011.

Patron Dieter S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 115.588.

—
Résolution prise par l'associé unique en date du 28 octobre 2011

Il est porté à la connaissance de tiers que:

- Géraldine SCHMIT, gérant de la société, au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.

- Robert BRIMEYER, gérant de la société, au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.

Pour extrait

Pour la société

Référence de publication: 2011152097/16.

(110176787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Cavecan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 44.211.

—
Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 3 octobre 2011

Le Conseil d'administration accepte la démission de Madame Christel Girardeaux, employée privée, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

Le Conseil d'administration coopte en remplacement Monsieur Eric Tazzieri, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa première réunion pour qu'elle procède à l'élection définitive.

Le Conseil d'Administration se compose dès lors comme suit:

- Monsieur Gilles Jacquet, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg;
- Lux Business Management Sarl, ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg;
- Monsieur Eric Tazzieri, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

Luxembourg, le 3 octobre 2011.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2011152440/22.

(110177395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2011.

BCP Lisa Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 164.417.

—
STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the fourteenth day of October.

Before us Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

1) Blackstone Capital Partners (Cayman II) VI L.P., a limited partnership existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at c/o Walkers Corporate Services Limited, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnership under number 46064,

represented by Claire GUILBERT, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 12 October 2011;

2) Blackstone Family Investment Partnership (Cayman) VI - ESC L.P., a limited partnership existing under the laws of the Cayman Islands having its registered office at c/o Walkers Corporate Services Limited, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnership under number 47430,

represented by Claire GUILBERT, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 12 October 2011;

3) Blackstone Family Investment Partnership (Cayman) VI L.P., a limited partnership existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at c/o Walkers Corporate Services Limited, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Islands, registered with the Registrar of Exempted Limited Partnership under number 43485,

represented by Claire GUILBERT, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 12 October 2011;

The said proxies, after having been signed *in varietur* by the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed in order to be registered therewith.

Such appearing parties, acting in their hereabove stated capacity, have requested the undersigned notary to enact the following articles of incorporation of a société à responsabilité limitée which they declare to establish as follows:

“A. Form – Name – Purpose – Duration – Registered office

Art. 1. There is hereby established by the owners of the shares hereafter issued and all those who may become shareholders in future, a société à responsabilité limitée (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended, as well as by the present articles of association.

Art. 2. The Company is incorporated under the name of "BCP Lisa Luxembourg”.

Art. 3. The purpose of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of this purpose.

Art. 4. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by the general meeting of its shareholders or by means of a resolution of its sole shareholder, as the case may be. A transfer of the registered office within the same municipality may be decided by a resolution of the sole manager or, as the case may be, the board of managers. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

B. Share capital – Shares

Art. 6. The Company’s share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) represented by one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares, with a par value of one cent (EUR 0.01) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be changed at any time by approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least or by the sole shareholder, as the case may be.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company’s shares are freely transferable among shareholders. *Inter vivos*, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

Art. 11. Neither creditors, nor assigns, nor heirs of a shareholder may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

C. Management

Art. 12. The Company is managed by one or several managers, who do not need to be shareholders.

The managers are appointed by the general meeting of shareholders which sets the term of their office. They may be dismissed freely at any time and without specific cause.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager.

In the case of several managers, the Company is managed by a board of managers, composed of at least two managers. In that case, the Company will be bound in by the joint signature of any two (2) managers or by the joint signature of any person to whom special powers have been delegated.

Art. 13. In case of several managers, the board of managers shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the shareholders.

In dealings with third parties, the board of managers has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all transactions consistent with the Company's purpose.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by electronic mail, cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by electronic mail, cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent one or more of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, video-conference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by electronic mail, cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers.

Art. 15. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 16. The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorized agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

Art. 17. The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last fiscal year, increased by carry-forward profits and distributable reserves, but decreased by carry-forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation.

D. Decisions of the sole shareholder – Collective decisions of the shareholders

Art. 18. Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 19. Collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least.

Art. 20. The sole shareholder, as the case may be, exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

E. Financial year – Annual accounts – Distribution of profits

Art. 21. The Company's year commences on the first day of April of each year and ends on the last day of March of the following year.

Art. 22. Each year on the last day of March, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 23. Five per cent (5%) of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholder(s). Interim dividends may be distributed in compliance with the terms and conditions provided for by law.

F. Dissolution – Liquidation

Art. 24. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders or by the sole shareholder, as the case may be, which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them or to the sole shareholder, as the case may be.

Art. 25. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto."

Subscription and Payment

All of the one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares have been subscribed as follows:

- One million two hundred thirty-nine thousand three hundred twelve (1,239,312) shares have been subscribed by Blackstone Capital Partners (Cayman II) VI L.P., as aforementioned, by way of a contribution in cash amounting to twelve thousand three hundred ninety-three euro and twelve cent (EUR 12,393.12);

- Ten thousand four hundred eighty-eight (10,488) shares have been subscribed by Blackstone Family Investment Partnership (Cayman) VI - ESC L.P., as aforementioned, by way of a contribution in cash amounting to one hundred four euro and eighty-eight cent (EUR 104.88);

- Two hundred (200) shares have been subscribed by Blackstone Family Investment Partnership (Cayman) VI L.P, as aforementioned, by way of a contribution in cash amounting to two euro (EUR 2).

The total subscription price of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is entirely allocated to the share capital.

All the shares have been entirely paid-in, so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall terminate on 31 March 2012.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which are to be borne by the Company or which shall be charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 1.250.-.

Extraordinary general meeting of the shareholders

The above named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately after the incorporation of the Company proceeded to an extraordinary general meeting. Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

1. The registered office of the Company shall be at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.
2. The shareholders resolve to elect as manager of the company for an indefinite period Mr. John SUTHERLAND, company's director, born on 2 December 1964, in Lower Hutt, New Zealand, residing at 9, rue Principale, L-6990 Hostert, Grand-Duchy of Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholders representing the appearing persons, known to the notary by its name, first name, civil status and residences, the said proxyholders signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le quatorze octobre,

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg,

ont comparu:

1) Blackstone Capital Partners (Cayman II) VI L.P., une limited partnership existant sous les lois des Îles Cayman, ayant son siège social au c/o Walkers Corporate Services Limited, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Islands, enregistrée auprès du Registrar of Exempted Limited Partnership sous le numéro 46064,

ici représentée par Claire GUILBERT, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 12 octobre 2011;

2) Blackstone Family Investment Partnership (Cayman) VI - ESC L.P., une limited partnership existant sous les lois des Îles Cayman, ayant son siège social au c/o Walkers Corporate Services Limited, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Islands, enregistrée auprès du Registrar of Exempted Limited Partnership sous le numéro 47430,

ici représentée par Claire GUILBERT, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 12 octobre 2011;

3) Blackstone Family Investment Partnership (Cayman) VI L.P., une limited partnership existant sous les lois des Îles Cayman, ayant son siège social au c/o Walkers Corporate Services Limited, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Islands, enregistrée auprès du Registrar of Exempted Limited Partnership sous le numéro 43485,

ici représentée par Claire GUILBERT, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 12 octobre 2011;

Les procurations signées ne varientur par les comparantes et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les comparantes, représentées comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'elles déclarent constituée comme suit:

« A. Forme – Dénomination – Objet – Durée - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes par les propriétaires des parts ci-après émises et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (la "Société") qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société est constituée sous le nom de "BCP Lisa Luxembourg".

Art. 3. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut également garantir, accorder des prêts ou assister autrement les sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou les sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de son objet.

Art. 4. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg, Grand Duché du Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand Duché en vertu d'une décision de son associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés. Un transfert du siège social à l'intérieur de la même municipalité pourra être décidé par décision du gérant unique ou, le cas échéant, du conseil de gérance. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du pays ou dans tous autres pays.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cent euro (EUR 12.500) représentée par un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales, d'une valeur d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social ou par l'associé unique, le cas échéant.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

Art. 11. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

C. Gérance

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui ne doivent pas nécessairement être associés.

Les gérants sont nommés par les associés ou, le cas échéant, par l'associé unique, fixant la durée du mandat des gérants. Les gérants sont librement et à tout moment révocables par les associés ou, le cas échéant, par l'associé unique sans qu'il soit nécessaire qu'une cause légitime existe.

La Société sera engagée en toutes circonstances par la signature du gérant unique.

En cas de pluralité de gérants, la Société sera gérée par un conseil de gérance, composé d'au moins deux gérants. Dans ce cas, la société sera engagée par la signature conjointe de deux (2) gérants ou par la signature conjointe ou unique de toute personne à laquelle tels pouvoirs de signature ont été délégués.

Art. 13. En cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance choisira en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées des associés.

Vis-à-vis des tiers, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

Le conseil de gérance se réunira sur la convocation du président ou de deux gérants, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en son absence, les associés ou le conseil de gérance pourront désigner à la majorité des personnes présentes un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de telles réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par courrier électronique, télégraphe, télégramme, télex ou télécopieur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par courrier électronique, télégraphe, télégramme, télex ou télécopieur un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visioconférence ou d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par courrier électronique, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 14. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants.

Art. 15. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 16. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 17. Le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que

les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 18. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Art. 19. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les statuts ne peuvent être modifiés que moyennant décision de la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 20. L'associé unique, le cas échéant, exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - Bilan – Répartition des bénéfices

Art. 21. L'année sociale commence le premier jour du mois d'avril de chaque année et se termine le dernier jour du mois de mars de l'année suivante.

Art. 22. Chaque année, au dernier jour du mois de mars, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dresse(nt) un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

Art. 23. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale. Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la loi. »

F. Dissolution - Liquidation

Art. 24. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés ou, le cas échéant, par l'associé unique qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Sauf disposition contraire, le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société ou distribué à l'associé unique.

Art. 25. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 telle qu'elle a été modifiée.

Souscription et Libération

La totalité des un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales a été souscrite comme suit:

- Un million deux cent trente neuf mille trois cent douze (1.239.312) parts sociales ont été souscrites par Blackstone Capital Partners (Cayman II) VI L.P., mentionnée ci-dessus, par un apport en numéraire d'un montant de douze mille trois cent quatre vingt treize euro et douze centime (EUR 12.393,12);

- Dix mille quatre cent quatre vingt huit (10.488) parts sociales ont été souscrites par Blackstone Family Investment Partnership (Cayman) VI – ESC L.P., mentionnée ci-dessus, par un apport en numéraire d'un montant de cent quatre euro et quatre vingt huit cent (EUR 104,88);

- Deux cent parts sociales ont été souscrites par Blackstone Family Investment Partnership (Cayman) VI L.P., mentionnée ci-dessus, par un apport en numéraire d'un montant de deux euro (EUR 2).

Le prix total de souscription de douze mille cinq cent euro (EUR 12.500) est entièrement alloué au capital social.

Toutes les parts sociales ont été payées, de telle manière que la somme de douze mille cinq cent euro (EUR 12.500) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné, qui le reconnaît expressément.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 mars 2012.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution à environ 1.250,- EUR.

Assemblée générale extraordinaire des associés

Et aussitôt les personnes susmentionnées, représentant l'intégralité du capital social de la Société et se considérant comme dûment convoquées, ont pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 19, rue de Bitbourg à L-1273 Luxembourg.

2. Les associés décident d'élire en tant que gérant de la Société pour une durée indéterminée M. John SUTHERLAND, directeur de sociétés, né le 2 décembre 1964, à Lower Hutt, New Zealand, résidant à 9, rue Principale, L-6990 Hostert, Grand-Duché de Luxembourg est nommée gérant de la Société pour une durée indéterminée,

Dont acte, passé à Luxembourg, le jour qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la requête des comparantes, les présents statuts sont rédigés en langue anglaise suivis d'une version française et qu'à la requête de ces mêmes personnes, la version anglaise fera foi en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux représentants des comparantes, connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ces derniers ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Claire GUILBERT, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 19 octobre 2011. Relation GRE/2011/3728. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME.

Junglinster, le 7 novembre 2011.

Référence de publication: 2011151069/352.

(110176356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2011.

Patron Elke S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 115.590.

—
Résolution prise par l'associé unique en date du 28 octobre 2011

Il est porté à la connaissance de tiers que:

- Géraldine SCHMIT, gérant de la société, au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.

- Robert BRIMEYER, gérant de la société, au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.

Pour extrait

Pour la société

Référence de publication: 2011152099/16.

(110176785) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Patron Ewald Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 115.591.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011152100/10.

(110176467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Patron Ewald S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 115.592.

—
Résolution prise par l'associé unique en date du 28 octobre 2011

Il est porté à la connaissance de tiers que:

- Géraldine SCHMIT, gérant de la société, au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.

- Robert BRIMEYER, gérant de la société, au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.

Pour extrait
Pour la société

Référence de publication: 2011152101/16.

(110176784) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Resam Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 48.390.350,00.

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 130.909.

—
José CORREIA, Geschäftsführer, et Géraldine SCHMIT, gérante, ont désormais leur adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 novembre 2011.

Référence de publication: 2011152158/12.

(110177263) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

BOA Luxembourg Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 200.000,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 155.266.

—
In the year two thousand eleven, on the nineteenth day of October, before Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of BOA Luxembourg Investment S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg under number B 155.266, incorporated pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, dated 20 August 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations C-N° 2196 of 15 October 2010 (the Company). The articles of association of the Company (the Articles) have been amended for the last time on 27 January 2011 pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph WAGENER, notary residing in Sanem, Grand-Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations C-N° 1684 of 26 July 2011.

The Meeting is chaired by Mr. Cédric BRADFER, private employee, residing professionally in Luxembourg (the Chairman),

The Chairman appoints as secretary Mr. Dylan DAVIES, private employee, residing professionally in Luxembourg (the Secretary).

The Meeting elects as scrutineer Mr. Ronan CARROLL, private employee, residing professionally in Luxembourg (the Scrutineer, and collectively with the Chairman and the Secretary, being referred to hereafter as the Bureau of the Meeting).

The Bureau having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to state:

I. That the name of the represented shareholders and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list. This attendance list signed by the attorney-in-fact of the represented shareholders and the undersigned notary, together with the proxies of the represented shareholders, after having been signed "ne varietur", will remain attached to the present deed.

II. That it appears from the said attendance list that 100% of the shares representing the share capital of the Company in circulation are present or represented at the present Meeting, so that the Meeting is therefore regularly constituted and can validly deliberate and decide on the agenda of the Meeting as described below, which has previously been communicated to the shareholders present or represented, and expressly declaring to acknowledge it.

III. The agenda of the Meeting is worded as follows:

- (a) change of registered address of the Company;
- (b) subsequent amendment to article 4, first paragraph of the articles of association of the Company (the Articles) in order to reflect the change adopted under item (a) above;
- (c) delegation of powers;
- (d) miscellaneous.

IV. The Meeting has taken the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to move the registered office from its current address 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg to 6D, EBBC, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg, with immediate effect.

Second resolution

As a result of the above resolution, the Meeting resolves to amend article 4, first paragraph of the Articles, which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 4. Registered Office.** The Company has its registered office in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a General Meeting deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.”

Third resolution

The Meeting resolves to authorize any manager of the company, and/or any employee of MaplesFS (Luxembourg) S.A., each acting individually and with full power of substitution, to make any statement and sign all documents and do everything which is lawful, necessary or simply useful in order to proceed, in accordance with the requirements of the Luxembourg law, to any registration with the Register of Commerce and Companies of Luxembourg and to any publication in the official gazette of the Grand Duchy of Luxembourg (the Memorial C) in connection with the above resolutions, with the promise ratification of all said actions taken whenever requested.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately seven hundred euro (EUR 700).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing parties this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text shall prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties and the members of the Bureau, all of whom are known to the notary by their surnames, names, civil status and residences, the members of the Bureau signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française:

L'an deux mille onze, le dix-neuvième jour d'octobre, par-devant nous, Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de BOA Luxembourg Investment S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé à L-1246 Luxembourg, 2, rue Albert Borschette, Grand-Duché de Luxembourg, enregistré auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 155.266, constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, en date du 20 août 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro C-N°2196 du 15 octobre 2010 (la Société). Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois en date du 27 janvier 2011, suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro C1684 du 26 juillet 2011.

L'Assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Cédric BRADFER, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg (le Président),

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Dylan DAVIES, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg (le Secrétaire).

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Ronan CARROLL, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg (le Scrutateur et collectivement, avec le Président et le Secrétaire, étant désignés comme le Bureau de l'Assemblée).

Le Bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que le nom des associés représentés ainsi que le nombre des parts sociales qu'ils détiennent sont présentés dans une liste de présence. Cette liste de présence, signée par le représentant des associés représentés et le notaire instrumentant, ensemble avec les procurations des associés représentés, après avoir été signées "ne varietur", resteront annexées au présent acte.

II. Qu'il ressort de ladite liste de présence que 100 % des parts sociales représentant le capital social de la Société en circulation sont présentes ou représentées à la présente Assemblée, si bien que l'Assemblée est par conséquent régulièrement constituée et peut valablement délibérer et décider sur l'ordre du jour de l'Assemblée décrit ci-dessous, celui-ci ayant été communiqué par avance aux associés présents ou représentés qui déclare expressément le reconnaître.

III. L'ordre du jour de l'Assemblée est établi comme suit:

- (a) modification du siège social de la Société;
- (b) modification subséquente de l'article 4, premier paragraphe, des statuts de la Société (les Statuts) afin de refléter le changement adopté sous le point (a) ci-dessus;
- (c) délégation des pouvoirs;
- (d) divers.

IV. L'Assemblée a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de changer l'adresse du siège social de la société du 2, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg au, 6D, EBBC, Route de Trèves, L-2633 Senningerberg avec effet immédiat.

Deuxième résolution

Suite à la résolution ci-dessus, l'Assemblée décide de modifier l'article 4, premier paragraphe, des Statuts, afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 4. Siège social.** Le siège social de la Société est établi dans la commune de Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision d'une Assemblée Générale délibérant dans les conditions prévues en cas de modification des Statuts.»

Troisième résolution

L'Assemblée décide d'autoriser tout gérant de la Société, et/ou tout employé de MaplesFS (Luxembourg) S.A., chacun agissant individuellement avec pouvoir de substitution, d'effectuer toute déclaration et de signer tous les documents et faire tout ce qui est légal, nécessaire ou simplement utile afin de procéder, en conformité avec les exigences de la loi luxembourgeoise, à toute inscription auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg et à toute publication dans la gazette officielle du Grand-Duché de Luxembourg (le Memorial C) en liaison avec les résolutions ci-dessus, avec la promesse de ratifier toutes lesdites actions entreprises à chaque demande.

Frais

Le montant total des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à sept cent euros.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes et les membres du Bureau, tous étant connus du notaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. BRADFER, D. DAVIES, R. CARROLL, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 21 octobre 2011. Relation: LAC/2011/46635. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 novembre 2011.

Référence de publication: 2011152419/133.

(110177389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2011.

Hansainvest Trust S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 156.308.

Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale extraordinaire du 18 octobre 2011:

- M. Fabian Frieg, résidant au Baaderstraße 54, 80469 München, Allemagne est nommé administrateur de la catégorie B de la société, en remplacement de l'administrateur de catégorie B démissionnaire, M. Rolf Caspers, résidant professionnellement au 2 boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg avec effet au 18 octobre 2011.

- Le mandat de M. Fabian Frieg prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2012 statuant sur les comptes annuels de 2011.

- M. Heike Kubica, résidant professionnellement au 2 boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg est démissionnée comme administrateur de la catégorie B de la société sans remplacement avec effet au 18 octobre 2011.

- M. Anja Lakoudi, résidant professionnellement au 2 boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg est démissionnée comme administrateur de la catégorie B de la société sans remplacement avec effet au 18 octobre 2011.

Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2011152852/20.

(110177624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 novembre 2011.

Patron Volker Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 115.593.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011152102/10.

(110176464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Wedco One (Luxembourg) S.à r.l. Participations S.C.A., Société en Commandite par Actions, (anc. Wedco Participations (Luxembourg) SCA).

Siège social: L-1651 Luxembourg, 55, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 146.789.

In the year two thousand and eleven, on the twentieth day of October.

In front of Maître Francis Kessler, notary public established in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

- Wedco One (Luxembourg) S.à r.l., a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 55, Avenue Guillaume, L-1651 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 145.187 (the “Shareholder I”);

- Wedco Two (Luxembourg) S.à r.l., a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 55, Avenue Guillaume, L-1651 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 145.216 (the “Shareholder II”); and

- Disney Stores Holdings (Netherlands) B.V., a company incorporated under the laws of the Netherlands, having its registered office at Taurusavenue 9, 2132 LS Hoofddorp, the Netherlands (the “Shareholder III” and together with the Shareholder I and the Shareholder II, the “Shareholders”),

all represented by Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, notary clerk, with professional address at 5 rue Zénon Bernard L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of proxies given under private seal.

Such proxies, having been signed “ne varietur” by the proxy holder acting on behalf of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to this deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The parties hereby represented as described above, have requested the undersigned notary to record as follows:

I.- The appearing parties are the Shareholders of “Wedco Participations (Luxembourg) S.C.A.”, a Luxembourg partnership limited by shares (“société en commandite par actions”), having its registered office at 55, Avenue Guillaume, L-1651 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, incorporated by a deed enacted by Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, on 16 June 2009, published in the Memorial, Recueil des Sociétés et Associations C (the “Memorial C”) number 1372 of 16 July 2009, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 146.789 (the “Company”).

The articles of association of the Company have been lastly amended by a notarial deed enacted by Maître Jean-Joseph Wagner, prenamed, on 21 July 2010, published in the Memorial C, number 1938 of 18 September 2010.

II.- That the 15,504 (fifteen thousand five hundred four) class A shares, the 15,504 (fifteen thousand five hundred four) class B shares and the class c share of the Company, all with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Shareholders expressly state having been duly informed beforehand.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Waiving of notice right;
2. Change of name of the Company into “Wedco One (Luxembourg) S.à r.l. Participations S.C.A.”;
3. Subsequent amendment of the second paragraph article 1. of the articles of association of the Company; and
4. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Shareholders, the following resolutions have been taken:

First resolution:

It is unanimously resolved that the Shareholders waive their right to the prior notice of the current meeting; the Shareholders acknowledge being sufficiently informed on the agenda and consider being validly convened and therefore agree to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is further resolved that all the relevant documentation has been put at the disposal of the Shareholders within a sufficient period of time in order to allow them to examine carefully each document.

Second resolution:

It is unanimously resolved to change the name of the Company to “Wedco One (Luxembourg) S.à r.l. Participations S.C.A.”.

Third resolution:

As a consequence of the foregoing resolution, it is unanimously resolved to amend the second paragraph of article 1. of the Company’s articles of association so that to read as follows (the other paragraphs of article 1. shall remain unchanged):

“ Art. 1. Form, Name. (...)

The Company will exist under the name of “Wedco One (Luxembourg) S.à r.l. Participations S.C.A.”.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with this deed, have been estimated at about one thousand two hundred euro (€ 1,200.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, it signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Traduction française du texte qui précède

L’an deux mille onze, le vingtième jour d’octobre.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire public établi à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

- Wedco One (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon le droit du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social sis au 55, Avenue Guillaume, L-1651 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 145.187 (l’ «Actionnaire I»);

- Wedco Two (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon le droit du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social sis au 55, Avenue Guillaume, L-1651 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 145.216 (l’ «Actionnaire II»); et

- Disney Stores Holdings (Netherlands) B.V., une société constituée selon le droit des Pays-Bas, ayant son siège social sis au Taurusavenue 9, 2132 LS Hoofddorp, les Pays-Bas (l’«Actionnaire III» et ensemble avec l’Actionnaire I et l’Actionnaire II, les «Actionnaires»);

tous représentés par Mrs. Sofia Afonso-Da Chao Conde, clerc de notaire, avec adresse professionnelle au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand Duché de Luxembourg, en vertu de procurations données sous seing privé.

Lesdites procurations, après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire agissant au nom des parties comparantes et le notaire instrumentant, demeureront annexées au présent acte pour être enregistrées avec celui-ci auprès des autorités de l'enregistrement.

Les parties, ici représentées tel que décrit ci-dessus, ont requis du notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- Les parties comparantes sont les Actionnaires de "Wedco Participations (Luxembourg) S.C.A.", une société en commandite par actions, ayant son siège social sis au 55, Avenue Guillaume, L-1651 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, constituée par acte dressé par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire résident à Sanem, le 16 juin 2009, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C (le «Mémorial C») numéro 1372 du 16 juillet 2009, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 146.789 (la «Société»).

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par acte notyrié dressé par Maître Jean-Joseph Wagner, précité, le 21 juillet 2010, publié au Mémorial C, numéro 1938 du 18 septembre 2010.

II.- Que les 15.504 (quinze mille cinq cent quatre) actions de classe A, les 15.504 (quinze mille cinq cent quatre) actions de classe B et l'action de classe C de la Société, toutes d'une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentées de sorte que l'assemblée peut valablement décider de tous les points de l'ordre du jour desquels les Actionnaires reconnaissent expressément avoir été dûment et préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Renonciation à la convocation préalable;
2. Changement de la dénomination de la Société en «Wedco One (Luxembourg) S.à r.l. Participations S.C.A.»;
3. Modification subséquente du second paragraphe de l'article 1. des statuts de la Société; et
4. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par les Actionnaires, les résolutions suivantes ont été adoptées:

Première résolution:

Il est unanimement décidé que les Actionnaires renoncent à leur droit de recevoir la convocation préalable afférente à cette assemblée générale; les Actionnaires reconnaissent avoir été suffisamment informés de l'ordre du jour et considèrent avoir été valablement convoqués et en conséquence acceptent de délibérer et voter sur tous les points à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation pertinente a été mise à la disposition des Actionnaires dans un délai suffisant afin de leur permettre un examen attentif de chaque document.

Seconde résolution:

Il est unanimement décidé de modifier la dénomination de la Société en «Wedco One (Luxembourg) S.à r.l. Participations S.C.A.».

Troisième résolution:

En conséquence de la résolution précédente, il est unanimement décidé de modifier le second paragraphe de l'article 1. des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante (les autres paragraphes de l'article 1. demeureront inchangés):

« **Art. 1^{er}. Forme, Dénomination.** (...) »

La Société adopte la dénomination «Wedco One (Luxembourg) S.à r.l. Participations S.C.A.».

Estimation des frais

Les coûts, frais, taxes et charges, sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par elle en rapport avec le présent acte, ont été estimés à mille deux cents euros (€ 1.200,-).

Aucun autre point n'ayant à être traité, l'assemblée a été ajournée.

A la suite de laquelle le présent acte notarié a été rédigé à Esch-sur-Alzette, au jour qu'en tête.

Lecture ayant été faite de ce document à la personne comparante, elle a signé avec nous, notaire, l'original du présent acte.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que sur demande de la personne présente à l'assemblée, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même personne présente, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 28 octobre 2011. Relation: EAC/2011/14461. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2011154003/142.

(110179245) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2011.

Patron Volker S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 115.594.

—
Résolution prise par l'associé unique en date du 28 octobre 2011

Il est porté à la connaissance de tiers que:

- Géraldine SCHMIT, gérant de la société, au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.
- Robert BRIMEYER, gérant de la société, au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.

Pour extrait

Pour la société

Référence de publication: 2011152103/16.

(110176783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Phoenix Recoveries (UK) Limited S.à r.l., Société à responsabilité limitée de titrisation.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 123.426.

—
Par résolutions signées en date du 18 octobre 2011, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. acceptation de la démission de Patrick Lsurger, avec adresse au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1258 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet au 31 août 2011
2. nomination de René Beltjens, avec adresse professionnelle au 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 octobre 2011.

Référence de publication: 2011152104/15.

(110177098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Sofichar Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 38.111.

—
Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 3 octobre 2011

Le Conseil d'administration accepte la démission de Madame Christel Girardeaux, employée privée, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

Le Conseil d'administration coopte en remplacement Monsieur Fabrizio Terenziani, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

Le Conseil d'Administration soumettra cette cooptation à l'assemblée générale, lors de sa première réunion pour qu'elle procède à l'élection définitive.

Le Conseil d'Administration se compose dès lors comme suit:

- Monsieur Gilles Jacquet, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg;
- Lux Business Management Sàrl, ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg;
- Monsieur Fabrizio Terenziani, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg.

Luxembourg, le 3 octobre 2011.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2011153354/23.

(110178335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2011.

Presidential Holdings Ferdinand I, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1313 Luxembourg, 2A, rue des Capucins.

R.C.S. Luxembourg B 122.941.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2011152105/11.

(110176581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Printemps Holdings Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 118.037.

En date du 15 septembre 2011 les gérants ont décidé de:

- transférer le siège social de la société du 67, rue Ermesinde L-1469 Luxembourg au 5, rue Guillaume, Kroll L-1882 Luxembourg avec effet au 15 septembre 2011,

- transférer l'adresse professionnelle de Géraldine Schmit, Gérant A, du 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg au 5, rue Guillaume Kroll L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} septembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 octobre 2011.

Référence de publication: 2011152106/15.

(110176657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Paganini S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8212 Mamer, 28, rue Baerendall.

R.C.S. Luxembourg B 110.605.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011152108/10.

(110176862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

UBS Target Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 87.795.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale du 31 octobre 2011

Sont réélus au Conseil d'Administration pour une période d'un an se terminant à l'Assemblée Générale Annuelle de 2012:

- Monsieur Ralf Schröter, Président du Conseil d'Administration, 33A avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

- Monsieur Hermann Kranz, Membre du Conseil d'Administration, 33A avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

- Monsieur Alain Hondequin, Membre du Conseil d'Administration, Stampfenbachstrasse 73/75, CH-8006 Zürich Suisse

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour UBS TARGET FUND
UBS Fund Services (Luxembourg) S.A.
Francesco Molino / Peter Sasse
Director / Associate Director

Référence de publication: 2011152340/18.

(110177038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Anglemont S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 18, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 95.114.

L'an deux mil onze, le vingt-et-un octobre.

Par-devant, Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "ANGLEMONT S.A.", avec siège social à L-2430 Luxembourg, 18, rue Michel Rodange, constituée par acte notarié en date du 21 juillet 2003, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations numéro 982 du 24 septembre 2003.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Benoit TASSIGNY, juriste, demeurant à B-Nothomb, qui désigne comme secrétaire Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, demeurant à F-Russange.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Françoise MAZE, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1 Constatation que la société est composée d'un actionnaire unique,

2 Modification de la forme juridique de la société en société anonyme unipersonnelle avec adaptation et refonte des articles en conséquence,

3 Démission de Madame Nelly Noel et de Monsieur Roger Greden, de leurs fonctions d'administrateurs de la société avec effet immédiat et décharge à leur donner pour l'exercice de leurs fonctions,

4 Nomination de Monsieur Pierre-Paul BOEGEN en tant d'administrateur unique de la société,

5 Divers.

II.- Que l'actionnaire présent ou représenté, le mandataire de l'actionnaire représenté, ainsi que le nombre d'actions qu'il détient sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par l'actionnaire présent ou le mandataire de l'actionnaire représenté ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Restera pareillement annexée aux présentes la procuration de l'actionnaire représenté, après avoir été signée "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale prend note que la société est désormais composée d'un seul actionnaire.

Deuxième résolution

Par conséquent, l'assemblée générale décide de procéder à une refonte totale des statuts pour les adapter à l'évolution législative en la matière et en particulier à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales notamment modifiée par la loi du 25 août 2006 permettant d'avoir des statuts d'une société anonyme unipersonnelle.

Les statuts de la société auront désormais la teneur suivante:

«Titre I^{er} . Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et en particulier la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et par la loi du 25 août 2006 et par les présents statuts.

La Société existe sous la dénomination de «ANGLEMONT S.A.»

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura d'effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet le développement d'activités d'hôtellerie et de restauration directement ou indirectement, tant au Grand-Duché qu'à l'étranger.

Elle a aussi pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

En outre elle pourra s'intéresser à toutes valeurs mobilières, dépôts d'espèces, certificats de trésorerie, et toutes autres formes de placement, les acquérir par achat, souscription ou toute autre manière, les vendre ou les échanger.

Plus spécialement, l'objet social pourra s'étendre à l'acquisition, la détention, l'exploitation, la mise en valeur, la vente ou la location d'immeubles et de terrains industriels et autres, situés au Luxembourg ou à l'étranger, ainsi qu'à toutes les opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières et immobilières y rattachées directement ou indirectement.

Elle pourra accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse, de façon directe ou indirecte, tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes les opérations quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association, en effectuant toutes opérations de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

D'une façon générale, la société pourra prendre toutes mesures de contrôle ou de surveillance et effectuer toutes opérations qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet et de son but.

Titre II. Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à EUR 48.000,- (quarante-huit mille euros) représenté par 480 actions (quatre cent quatre-vingt) d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune, entièrement libérées.

Le capital souscrit de la société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Les titres peuvent aussi être nominatifs ou au porteur, au gré de l'actionnaire.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions, sous les conditions prévues par la loi.

Titre III. Administration

Art. 6. En cas de pluralité d'actionnaires, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Si la Société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la Société a seulement un actionnaire restant, le Conseil d'Administration peut être réduit à un Administrateur (L'Administrateur Unique) jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire. Une personne morale peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans un tel cas, son représentant permanent sera nommé ou confirmé en conformité avec la Loi.

Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

Art. 7. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Art. 8. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des Actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Tout Administrateur qui a un intérêt opposé à celui de la Société, dans une opération soumise à l'approbation du Conseil d'Administration, est tenu d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration dans le procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération. Lors de la prochaine assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, il es spécialement rendu compte des opérations dans lesquelles un des Administrateurs aurait eu un intérêt opposé à celui de la Société.

En cas d'un Actionnaire Unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Art. 9. Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la signature unique de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux Administrateurs ou par la signature unique de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration ou par l'Administrateur Unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur-délégué nommé pour la gestion et les opérations courantes de la Société et pour la représentation de la Société dans la gestion et les opérations courantes, par la seule signature de l'Administrateur-délégué, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, associés ou non.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Titre IV. Assemblée générale

Art. 12. La Société peut avoir un actionnaire unique lors de sa constitution. Il en est de même lors de la réunion de toutes ses actions en une seule main. Le décès ou la dissolution de l'actionnaire unique n'entraîne pas la dissolution de la société.

S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la Société.

Toute assemblée générale sera convoquée conformément aux dispositions légales.

Elles doivent être convoquées sur la demande d'Actionnaires représentant dix pour cent (10%) du capital social.

Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation.

Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être un actionnaire et est par conséquent autorisé à voter par procuration.

Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Sauf dans les cas déterminés par la loi ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée ordinaire des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix, quelle que soit la portion du capital représentée.

Lorsque la société a un actionnaire unique, ses décisions sont des résolutions écrites.

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées. Si la première de ces conditions n'est pas remplie, une seconde assemblée peut être convoquée, dans les formes prévues par les Statuts ou par la loi. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la proportion du capital représenté. Dans les deux assemblées, les résolutions, pour être valables, doivent être adoptées par une majorité de deux tiers des Actionnaires présents ou représentés.

Cependant, la nationalité de la Société ne peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidées qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

Art. 13. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans les convocations, le 1^{er} vendredi du mois de mai à 18 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Titre V. Surveillance

Art. 14. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six années.

Titre VI. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. Dissolution, Liquidation

Art. 17. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. Dispositions générales

Art. 18. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives et notamment la loi du 22 décembre 2006.»

Troisième résolution

L'assemblée générale décide d'accepter la démission de:

- Madame Nelly Noel, employée privée, demeurant à L2440 Luxembourg, 121, rue du Rollingergrund,
- Monsieur Roger Greden, directeur de société, demeurant à L-2273 Luxembourg, 4A, rue de l'Ouest,

en leur qualité d'administrateurs de la société, et décide de leur donner décharge pour l'exercice de leurs mandats jusqu'à ce jour.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de confirmer en tant qu'administrateur de la société, devenant dès-lors administrateur unique de la société, Monsieur Pierre-Paul Boegen, directeur de société, demeurant à B-6700 Arlon, 65, rue de Freylange, son mandat venant à échéance lors de l'assemblée générale de l'année 2014.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau et au mandataire des comparants tous connus du notaire par leur nom, prénoms, état et demeure, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: B. TASSIGNY, M. NEZAR, F. MAZE, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 26 octobre 2011. Relation: LAC/2011/47486. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 novembre 2011.

Référence de publication: 2011152944/200.

(110178016) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2011.

Praga Soparfi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 11, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 82.486.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire
tenue au siège social en date du 7 novembre 2011*

La démission de Monsieur MARIANI Daniele de ses fonctions d'administrateur est acceptée.

Monsieur ROSSI Jacopo est nommé Président du Conseil d'administration pour toute la durée de son mandat d'administrateur.

Pour extrait sincère et conforme
PRAGA SOPARFI S.A.
Louis VEGAS-PIERONI
Administrateur

Référence de publication: 2011152130/16.

(110177048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Pago S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1210 Luxembourg, 7, rue Barblé.
R.C.S. Luxembourg B 33.747.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011152109/10.

(110176926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Palais S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis.
R.C.S. Luxembourg B 108.894.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011152110/10.

(110176831) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

The Century Fund SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 84.881.

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND ELEVEN,

ON THE TWENTIETH DAY OF OCTOBER,

Before Us Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Redange-sur-Attert (Luxembourg).

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of THE CENTURY FUND SICAV, a société d'investissement à capital variable, having its registered office at L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves, incorporated pursuant to a deed of Maître Jacques DELVAUX, notary residing in Luxembourg, on November 22, 2001, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations number 70 of January 14, 2002, the articles of which have been amended for the last time pursuant to a deed of the notary Jacques DELVAUX on April 12th, 2006, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations number 1356 of July 13th, 2006.

The meeting is presided by Georgette Fyfe-Meis, bank employee, professionally residing in Senningerberg, 6C, route de Trèves, who appoints as secretary Mara Marangelli, bank employee, professionally residing in Senningerberg, 6C, route de Trèves,

The meeting elected as scrutineer Xavier Rouvière, bank employee, professionally residing in Senningerberg, 6C, route de Trèves.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I.- That the shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be annexed to this document, to be filed with the registration authorities.

II. That it results from the said attendance list that all the shareholders are deemed to be represented at the said meeting.

III. That all the shareholders have been convened by registered letter sent on 26 September 2011 and declared having had prior knowledge at the meeting's agenda as set out above and consider themselves as duly convened.

IV.- It appears from the attendance list that out of 18,846,124.46 shares in circulation, 14,267,223 shares are present or represented at the present extraordinary general meeting.

V.- That the agenda of the meeting, subject to any modifications as may be required by the Luxembourg supervisory authority, is the following:

1. Submission of the Company to the new law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment implementing Directive 65/2009/EC UCITS IV into Luxembourg law (the "New Law") with effect from July 1st 2011 and replacement of the reference of 20 December 2002 to by the New Law throughout the Articles of Incorporation and subsequent amendment of Article 3 to be read as follows:

“ **Art. 3. Purpose.** The exclusive object of the Company is to place the monies available to it in transferable securities and other permitted assets with the purpose of spreading investment risks and affording Shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by Part I of the Law (the reference to the "Law" shall be deemed to be a reference to the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment)”;

2. Amendment of Article 13 of the Articles in order to include

- a new item (f) providing for the possibility to suspend the calculation of the net asset value in case of merger of the Company or Funds (if deemed to be necessary and in the best interest of shareholders) and

- a new item (g) providing for the possibility to suspend the calculation of the net asset value in case of a suspension of the calculation of the net asset value of one or several funds in which a Fund has invested a substantial portion of assets (as under existing e) related to the master funds; and

- to provide that the Board may make public any suspension of the calculation of the net asset value;

So that the Article 13 will be read as follows:

“ **Art. 13. Suspension of the calculation of the net asset value and the issue, Redemption and conversion prices.** The Company may suspend the determination of the Net Asset Value and may suspend the issue, the redemption and conversion of Shares when:

(a) any market or stock exchange on which a material part of its investments are quoted is closed (other than normal closures), or dealings are substantially restricted or suspended;

(b) the disposal of its investments or the determination of its assets' value is not possible due inter-alia to a local crisis or a communications breakdown or any other political, economic, military, monetary emergency beyond the control, liability and influence of the Company;

(c) as a result of exchange or other restrictions or difficulties affecting the transfer or remittance of funds, transactions are rendered impossible or impracticable, or when purchases and sales of assets cannot be effected at the normal rate of exchange;

(d); during any period when the Board of Directors so decides, provided all Shareholders are treated on an equal footing and all relevant laws and regulations are applied (i) as soon as an extraordinary general meeting of Shareholders of the Company or a sub-fund has been convened for the purpose of deciding on the liquidation or dissolution of the Company or a sub-fund and (ii) when the Board of Directors is empowered to decide on this matter, upon its decision to liquidate or dissolve a sub-fund;

(e) in the case it is not possible to determined the Net Asset Value issue, redemptions or conversions of shares or units of the undertaking funds on which the Company has invested a substantial portion of its Net Asset (when the NAV of the relevant undertaking fund has been suspended; or

(f) Following a decision of merging, liquidate or dissolve the Company or any of its Compartments or upon the order of the regulatory authority; (if deemed to be necessary and in the best interest of shareholders);

(g) in case of a suspension of the calculation of the net asset value, issue, redemptions or conversions of shares or units of the master fund in which the Company invests as its feeder fund.

The Company shall immediately suspend the issue, the redemption and conversion of Shares upon the occurrence of an event causing it to enter into liquidation.

In any case the Board may make public any suspension of the calculation of the net asset value. Investors having applied for subscription and shareholders having requested redemption or conversion will be notified of any suspension within seven days of their request and will be promptly notified of the termination of such suspension.

Furthermore the Company shall not be bound to redeem and convert on any Valuation Day more than 10% of the number of shares of a specific sub fund outstanding on such Valuation Day. Redemption and conversion may accordingly be deferred by the Company and will be dealt with, on a pro rata basis, on the next Valuation Day (but subject always to the forgoing limit). For this purpose, requests for redemption and conversion so deferred will be given priority to subsequently received requests.

In absence of misconduct or gross negligence all decisions taken by the Board or by its representative concerning the calculation of the Net Asset Value will have definite and compulsory effect on the Company and its shareholders.”

3. Amendment of Article 21 of the Articles in order

- to replace the current provisions of the Articles regarding mergers with the provisions of the New Law and to provide that the Board may decide to consolidate or split any Share Class of any Fund and that the Board may submit the question of the consolidation of a Share Class to a meeting of holders of such Share Class which will resolve on the consolidation with a simple majority of the votes cast so that Article 21 will be read as follows:

“ **Art. 21. Powers of the board.** The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company’s interest in compliance with the investment policy as determined in the present articles of association. All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders are of the competence of the Board

Subject to approval of the Supervisory Authority, the Board may appoint the Investment Managers, the Depositary Bank, the Administrative, Register, Transfer and Distributor Agent.

In accordance with the principles of risk spreading the Board is vested with the power to determine the general orientation of the management and of the investment policy as well as the lines of conduct to be followed in the administration of the Company. The Board may decide to open new sub funds or to close a sub fund of the Company.

The Board may also decide to consolidate or split any Share Class of any sub fund and may submit the question of the consolidation of a Share Class to a meeting of holders of such Share Class, which will decide upon the consolidation with a simple majority of the votes cast.

If the assets of any sub fund do not reach or fall under a level under which the Board considers that it is too difficult to manage this sub fund or within the scope of a rationalization of the products range offered to the clients, the Board:

may decide to proceed to the closure of this sub fund. In such case, a notice relating to the closure will be transmitted to all registered shareholders. This notice will also be published conforming to the Luxembourg on notice to the shareholders. The net assets of the concerned sub fund will be distributed pro rata between the shareholders of the sub fund.

will have the possibility to offer to the shareholders of a sub fund the merger of their sub fund with one or several other sub funds of the Company. In this case, a notice relating to the merger of those sub funds will be transmitted to the registered shareholders of the concerned sub funds. This notice will be also published conforming to the Luxembourg rules on notice to the shareholders. Every shareholder of the concerned sub funds will have the possibility to ask for the redemption of his shares without fees during a period determined by the Board (at least one month after the publication) and indicated in the above-mentioned publications. At the expiry of this period, the merger will bind all those who have not asked for the redemption of their shares.

In the condition and following the same procedure above mentioned the Board may decide to merge one of the sub fund of the Company with another Luxembourg Investment Fund submitted to the part I of the Law of 17 December 2010, as modified.

In the condition and following the same procedure above mentioned the Board may decide to split one of the Sub fund of the Company.”

4. Amendment of Article 22 of the Article in order

- to provide that, as from 1 st July 2011, the Company may create a master/feeder UCITS fund, convert any existing sub fund into a master/feeder UCITS fund or change the master UCITS of any of its feeder UCITS funds, if permitted and in accordance with the Luxembourg laws and regulations;

- to provide that a sub fund of the Company may, in accordance with the provisions set forth in the sales documents, invest in one or more other sub funds of the Company (cross fund investments) to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations and

- to clarify the fact that any reference to "fund" shall also mean reference to sub fund.

So that the Article 22 will be read as follows:

“ **Art. 22. Investment policy.** The Board, based upon the principle of risk diversification, has the power to determine the investment policies and strategies of the Company strategies to be applied in respect of each subfund, (ii) the hedging strategy, if any, to be applied to specific Classes of Shares within particular sub-fund and and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the Board in compliance with the law of 17 December 2010 or be laid down in the laws and regulations of those countries where the shares are offered for sale to the public, or shall be adopted from time to time by resolutions of the Board and as shall be described in any prospectus referring to the offer of the shares.

In the determination and implementation of the investment policy the Board of Directors may cause the assets of the Company to be invested in transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange or dealt in on another regulated market located within any other country of Western or Eastern Europe, Asia, Oceania, the American Continent or Africa.

The Company may decide to invest under the principle of riskspreading up to 100% of the total assets of each class of Shares of the Company in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by any member state of the European Union, its local authorities or public international bodies of which one or more of such member states are members, or by any other state member of the OECD provided that in the case where the Company decides to make use of this provision the relevant class of Shares must hold securities from at least six different issues and securities from any one issue may not account for more than 30% of such classes' total net assets.

Longer-term considerations based on the fundamental economic criteria shall have precedence over a short-term optimization of earnings, which might entail higher risks.

The Fund may for the purpose of hedging and efficient portfolio management use techniques and instruments relating to transferable securities.

It is understood that the a sub fund of the Company may invest in accordance with the provisions set forth in the sales documents in shares or units of other UCIs, including shares of a master fund and Shares of one or more other sub funds of the Company to the extent permitted and at the conditions stipulated by the law of 17 December 2010.

The Company may create a master/feeder UCITS fund, convert any existing sub fund into a master/feeder UCITS fund or change the master UCITS of any of its feeder UCITS funds to the extent permitted and at the conditions stipulated by the law of 17 December 2010.

The assets of each sub fund are subject to normal market risks and it cannot be guaranteed that the investment objectives of each sub fund will be achieved. References to "fund" shall also mean reference to "sub fund".

5. Miscellaneous

After the foregoing has been approved by the Meeting, the same unanimously took the following resolutions:

First resolution

The meeting decides to submit the Company to the Part I of the Law 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment and to replace throughout the Articles of Incorporation the reference to the law of 20 December 2002 throughout the Articles of Incorporation by the reference to the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment implementing Directive 65/2009/EC UCITS IV with effect from 1st July 2011.

Second resolution

With respect to the aforesaid resolution, the meeting decides to amend article 3 of the Articles of Incorporation in order to refer to the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment implementing Directive 65/2009/EC UCITS IV.

As a consequence article 3 shall read as follows:

“ Art. 3. Purpose. The exclusive object of the Company is to place the monies available to it in transferable securities and other permitted assets with the purpose of spreading investment risks and affording Shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by Part I of the Law (the reference to the "Law" shall be deemed to be a reference to the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment)”.

Third resolution

The meeting resolves to amend Article 13 of the Articles in order to include

- a new item (f) providing for the possibility to suspend the calculation of the net asset value in case of merger of the Company or Funds (if deemed to be necessary and in the best interest of shareholders) and
- a new item (g) providing for the possibility to suspend the calculation of the net asset value in case of a suspension of the calculation of the net asset value of one or several funds in which a Fund has invested a substantial portion of assets (as under existing e) related to the master funds; and
- to provide that the Board may make public any suspension of the calculation of the net asset value.

So that the Article 13 will be read as follows:

“ Art. 13. Suspension of the calculation of the net asset value and the issue, Redemption and Conversion prices. The Company may suspend the determination of the Net Asset Value and may suspend the issue, the redemption and conversion of Shares when:

- (a) any market or stock exchange on which a material part of its investments are quoted is closed (other than normal closures), or dealings are substantially restricted or suspended;

(b) the disposal of its investments or the determination of its assets' value is not possible due inter-alia to a local crisis or a communications breakdown or any other political, economic, military, monetary emergency beyond the control, liability and influence of the Company;

(c) as a result of exchange or other restrictions or difficulties affecting the transfer or remittance of funds, transactions are rendered impossible or impracticable, or when purchases and sales of assets cannot be effected at the normal rate of exchange;

(d); during any period when the Board of Directors so decides, provided all Shareholders are treated on an equal footing and all relevant laws and regulations are applied (i) as soon as an extraordinary general meeting of Shareholders of the Company or a sub-fund has been convened for the purpose of deciding on the liquidation or dissolution of the Company or a sub-fund and (ii) when the Board of Directors is empowered to decide on this matter, upon its decision to liquidate or dissolve a sub-fund;

(e) in the case it is not possible to determine the Net Asset Value issue, redemptions or conversions of shares or units of the undertaking funds on which the Company has invested a substantial portion of its Net Asset (when the NAV of the relevant undertaking fund has been suspended); or

(f) Following a decision of merging, liquidate or dissolve the Company or any of its Compartments or upon the order of the regulatory authority; (if deemed to be necessary and in the best interest of shareholders);

(g) in case of a suspension of the calculation of the net asset value, issue, redemptions or conversions of shares or units of the master fund in which the Company invests as its feeder fund.

The Company shall immediately suspend the issue, the redemption and conversion of Shares upon the occurrence of an event causing it to enter into liquidation.

In any case the Board may make public any suspension of the calculation of the net asset value. Investors having applied for subscription and shareholders having requested redemption or conversion will be notified of any suspension within seven days of their request and will be promptly notified of the termination of such suspension.

Furthermore the Company shall not be bound to redeem and convert on any Valuation Day more than 10% of the number of shares of a specific sub fund outstanding on such Valuation Day. Redemption and conversion may accordingly be deferred by the Company and will be dealt with, on a pro rata basis, on the next Valuation Day (but subject always to the forgoing limit). For this purpose, requests for redemption and conversion so deferred will be given priority to subsequently received requests.

In absence of misconduct or gross negligence all decisions taken by the Board or by its representative concerning the calculation of the Net Asset Value will have definite and compulsory effect on the Company and its shareholders."

Fourth resolution

The meeting decides to replace the current provisions of the Articles regarding mergers with the provisions of the Law 17 December 2010 and to provide that the Board may decide to consolidate or split any Share Class of any Fund and that the Board may submit the question of the consolidation of a Share Class to a meeting of holders of such Share Class which will resolve on the consolidation with a simple majority of the votes cast so that the Article 21 will be read as follows:

" Art. 21. Powers of the board. The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest in compliance with the investment policy as determined in the present articles of association. All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders are of the competence of the Board

Subject to approval of the Supervisory Authority, the Board may appoint the Investment Managers, the Depository Bank, the Administrative, Register, Transfer and Distributor Agent.

In accordance with the principles of risk spreading the Board is vested with the power to determine the general orientation of the management and of the investment policy as well as the lines of conduct to be followed in the administration of the Company. The Board may decide to open new sub funds or to close a sub fund of the Company.

The Board may also decide to consolidate or split any Share Class of any sub fund and may submit the question of the consolidation of a Share Class to a meeting of holders of such Share Class, which will decide upon the consolidation with a simple majority of the votes cast.

If the assets of any sub fund do not reach or fall under a level under which the Board considers that it is too difficult to manage this sub fund or within the scope of a rationalization of the products range offered to the clients, the Board:

may decide to proceed to the closure of this sub fund. In such case, a notice relating to the closure will be transmitted to all registered shareholders. This notice will also be published conforming to the Luxembourg on notice to the shareholders. The net assets of the concerned sub fund will be distributed between the shareholders of the sub fund.

will have the possibility to offer to the shareholders of a sub fund the merger of their sub fund with one or several other sub funds of the Company. In this case, a notice relating to the merger of those sub funds will be transmitted to the registered shareholders of the concerned sub funds. This notice will be also published conforming to the Luxembourg rules on notice to the shareholders. Every shareholder of the concerned sub funds will have the possibility to ask for the redemption of his shares without fees during a period determined by the Board (at least one month after the publication)

and indicated in the above-mentioned publications. At the expiry of this period, the merger will bind all those who have not asked for the redemption of their shares.

In the condition and following the same procedure above mentioned the Board may decide to merge one of the sub fund of the Company with another Luxembourg Investment Fund submitted to the part I of the Law of 17 December 2010, as modified.

In the condition and following the same procedure above mentioned the Board may decide to split one of the sub fund of the Company.”

Fifth resolution

The meeting decides to amend Article 22 in order

- to provide that, as from 1st July 2011, the Company may create a master/feeder UCITS fund, convert any existing sub fund into a master/feeder UCITS fund or change the master UCITS of any of its feeder UCITS funds, if permitted and in accordance with the Luxembourg laws and regulations;

- to provide that a sub fund of the Company may, in accordance with the provisions set forth in the sales documents, invest in one or more other sub funds of the Company (cross fund investments) to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations and

- to clarify the fact that any reference to "fund" shall also mean reference to sub fund.

So that the Article 22 will be read as follows:

“ **Art. 22. Investment policy.** The Board, based upon the principle of risk diversification, has the power to determine the investment policies and strategies of the Company strategies to be applied in respect of each subfund, (ii) the hedging strategy, if any, to be applied to specific Classes of Shares within particular sub-fund and and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the Board in compliance with the law of 17 December 2010 or be laid down in the laws and regulations of those countries where the shares are offered for sale to the public, or shall be adopted from time to time by resolutions of the Board and as shall be described in any prospectus referring to the offer of the shares.

In the determination and implementation of the investment policy the Board of Directors may cause the assets of the Company to be invested in transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange or dealt in on another regulated market located within any other country of Western or Eastern Europe, Asia, Oceania, the American Continent or Africa.

The Company may decide to invest under the principle of riskspreading up to 100% of the total assets of each class of Shares of the Company in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by any member state of the European Union, its local authorities or public international bodies of which one or more of such member states are members, or by any other state member of the OECD provided that in the case where the Company decides to make use of this provision the relevant class of Shares must hold securities from at least six different issues and securities from any one issue may not account for more than 30% of such classes' total net assets.

Longer-term considerations based on the fundamental economic criteria shall have precedence over a short-term optimization of earnings, which might entail higher risks.

The Fund may for the purpose of hedging and efficient portfolio management use techniques and instruments relating to transferable securities.

It is understood that the a sub fund of the Company may invest in accordance with the provisions set forth in the sales documents in shares or units of other UCIs, including shares of a master fund and Shares of one or more other sub funds of the Company to the extent permitted and at the conditions stipulated by the law of 17 December 2010.

The Company may create a master/feeder UCITS fund, convert any existing sub fund into a master/feeder UCITS fund or change the master UCITS of any of its feeder UCITS funds to the extent permitted and at the conditions stipulated by the law of 17 December 2010.

The assets of each sub fund are subject to normal market risks and it cannot be guaranteed that the investment objectives of each sub fund will be achieved. References to “fund“shall also mean reference to “sub fund”.

Sixth resolution

The meeting decides with respect of the aforesaid resolution decides to adopt the following articles of association, subject to any modifications as may be required by the Luxembourg supervisory authority, to be read as follows:

“The Century Fund SICAV, Société d’Investissement à Capital Variable.

L-2633 Senningerberg

6, route de Trèves

The European Bank and Business Center

Chapter 1. Name, Duration, Registered office

Art. 1. Name. There exists among the subscribers and all those who may become owners of shares of the Company, a Company in the form of a «société d'investissement à capital variable» under the name of The Century Fund SICAV (the «Company»).

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles, as prescribed in Article 33 hereof.

Art. 3. Purpose. The exclusive object of the Company is to place the monies available to it in transferable securities and other permitted assets with the purpose of spreading investment risks and affording Shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by Part I of the Law (the reference to the "Law" shall be deemed to be a reference to the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment).

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Company is established in Senningerberg, commune of Niederanven, in the Grand – Duchy of Luxembourg.

Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors («the Board»).

If the Board determines that extraordinary political, economic or social events have occurred or are imminent, which could interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measure shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg Company.

Chapter 2. Capital, Variation in capital, Features of shares

Art. 5. Capital. The capital shall be at any time equal to the total net assets of the Company (the «Net Asset Value») as defined in Article 9 hereof and shall be represented by shares of no par value («the Shares»).

The Company initial capital shall be one hundred twenty four thousand euro (EUR 124,000) represented by twelve thousand and four hundred (12,400) shares with no par value.

The minimum share capital of the Company shall be of one million two hundred and fifty thousand euro (1.250.000,00.- Euro) and must be reached within six months from its registration as an Undertaking Collective Investment under the Luxembourg Law.

The Board is authorized without limitation to issue fully paid Shares at any time for cash or, subject to the condition of law, contribution in kind of securities or other assets. Such Shares may, as the Board may determine, be of different classes or sub fund. In accordance with article 9 hereof, the shares are issued at the Net Asset value, without reserving to the existing shareholders of the Company a preferential right of subscription to the additional Shares to be issued. The Board may, at its discretion, scale down or refuse to accept any application of any sub fund and may, from time to time, determine a minimum holding or subscription of shares of any sub fund or such value thereof as it may think fit. The Board may delegate to any Director or duly authorized officer of the Company or to any duly authorized person the power and duty to accept subscriptions and to receive payment for such new Shares and to deliver them, always within the provisions of the Luxembourg Law.

Such Shares may, as the Board of Directors may determine, be of different classes or sub fund.

For the purpose of determining the capital in EURO, the net assets attributable to each class shall, if not expressed in EURO, be converted in EURO and the capital shall be the total of the net assets of all sub funds.

Variation in Share capital does not require the accomplishment of any legal formality or the registration with the Registrar of Company in Luxembourg, necessary for increase and decrease of capital for normal limited liabilities companies.

The Net Asset Value per Share shall be available and may be obtained at the registered office of the Company.

Art. 6. Shares. Shares will be issued in bearer form and/or registered form, at the request of the shareholder.

Bearer Shares certificates are issued with coupon attached if the Board so decided. Such Certificates shall be signed by two directors whose signatures may be made by facsimile.

All issued registered Shares shall be registered in the Register of shareholders ("the Register"), which shall be kept by the Company or by one or more persons designated for such purpose by the Company.

For registered Shares only a confirmation of the registration in the Register will be sent to the shareholders, unless the shareholders request the issue of a share certificate. Such Certificates shall be signed by two directors whose signatures may be made by facsimile.

After issue, bearer certificates may be exchanged for registered shares and reverse among themselves, at the expenses of the shareholders.

Shares must be fully paid up and are without par value.

There is no restriction on the number of share certificates.

Fractions of registered Shares may be issued, if the Board so decides. Fractions of Shares, except if joined together representing one share, will not entitle the holder to vote but shall, to the extent the Company shall so determine, entitle the holder to a correspondent fraction of a dividend or of liquidation proceeds.

The Company may issue temporary Certificates in such form as the Board may from time to time determine.

Subject to the conditions of the Luxembourg Law, the Board may decide, from time to time, to create and issue for each sub fund different classes of Shares with different subscription, conversion and/or redemption criteria, dividend policies, fee structures, reference currencies and or hedging policies, but whose assets shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the respective sub fund.

Transfer of registered Shares shall be effected by delivering the Certificate, if any, to the Company, along with other instruments of transfer satisfactory to the Company or by a written declaration of transfer inscribed in the Register, dated and signed by the transferor and by the transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore.

The Register shall contain the name of each holder of Shares, his residence or elected domicile and the number of registered Shares held by him. Every transfer and devolution of a registered Share shall be entered in the Register. Each registered shareholder must provide the Company with an address. All notices and announcements from the Company to Shareholders may be sent to such address, which will also be entered in the Register.

In the event that a shareholder does not provide such an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register and his address will be deemed to be at the registered office of the Company or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the register by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

If any shareholder, to whom a share certificate was previously issued, can prove, to the satisfaction of the Company, that his Certificate has been mislaid or destroyed, then, at his request, a replacement Certificate may be issued subject to such conditions and guarantees (including, but without limitation thereto, a bond delivered by an insurance company) as the Company may determine. Any such Certificate shall be issued to replace the one that has been lost only if the Company is satisfied beyond reasonable doubt that the original has been destroyed and then only in accordance with all applicable laws.

Upon the issuance of a new Certificate, on which it shall be recorded that it is a replacement certificate, the original Certificate, in place of which the new one has been issued, shall become void.

Mutilated Certificates may be exchanged for new ones by order of the Company. The mutilated certificates shall be delivered to the Company and shall be voided immediately.

The Company may, at its election, charge the holders for the costs of a replacement Certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the voiding of the former Certificate.

The rights attached to the shares are those provided for in the Luxembourg Law of 10 August 1915, as amended, to the extent that such law has not been superseded by the Law of 17 December 2010, as amended.

All the shares of the Company, whatever their value, have an equal voting right. All the shares of the Company have an equal right to liquidation proceeds and distribution proceeds.

The Company recognizes only one shareholder for each of the Company's shares.

In the case of bare and beneficial owner and in the case of Shares held jointly the Company might suspend the exercise of rights resulting from the relevant shares until such time a person has been appointed to represent the bare and the beneficial owners or the joint shareholders towards the Company. Unless the Board of Directors agrees otherwise, the person entitled to exercise such rights will be the person whose name appears in the subscription form and in the Register or, in case of bearer shares, the person who is in the possession of the relevant share certificates.

Art. 7. Limits on ownership. The Company may restrict or prevent the ownership of Shares by any person, firm or corporate body, namely any person in breach of any law or requirement of any country or governmental authority and any person which is not qualified to hold such shares by virtue of such law or requirement or if, as a result of the person owning such Shares the Company would suffer taxation or other pecuniary disadvantage which it would not otherwise do or, if the Board so decides and discloses in the current prospectus, a United States Person as defined in Article 8 hereof (altogether defined as «a Restricted Person») and for such purpose the Company may:

a) decline to issue any Shares or to register any transfer of Shares where it appears to it that such issue or registration would or might result in beneficial ownership of such Shares by a Restricted Person; and

b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of Shares on, the Register to furnish it with any information which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's Shares rests or will rest in a Restricted Person;

c) where it appears to the Company that any Restricted Person, either alone or in conjunction with any other person, is a beneficial owner of Shares, compulsorily purchase from such shareholder all Shares held by it in the following manner:

(i) the Company shall serve a notice (hereafter called «the Purchase Notice») upon the shareholder appearing in the Register as the owner of the Shares to be purchased, specifying the Shares to be purchased as aforesaid, the price to be paid for such Shares and the place where the purchase price in respect of such Shares is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to the shareholder at his last address known to or appearing in the Register of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the Certificate or Certificates, if issued, relating to the Shares specified in the Purchase Notice. Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such shareholder will cease to be the owner of the Shares specified in such notice and his name shall be removed from the Register;

(ii) the price at which the Shares specified in any Purchase Notice shall be purchased (herein called «the Purchase Price») shall be an amount equal to the per Share Net Asset Value, determined in accordance with Article 9 hereof, less a repurchase charge as may be decided from time to time by the Board in respect of all redemption;

(iii) payment of the Purchase Price will be made to the owner of such Shares in the currency of the relevant sub fund except during periods of currency exchange restrictions with respect thereto, and will be deposited by the Company in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Purchase Notice) for payment to such owner upon surrender of the Certificate or Certificates relating to the Shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the Shares specified in the Purchase Notice shall have any further interest in such Shares, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the person appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) upon effective surrender of the Certificate or Certificates as aforesaid;

(iv) the exercise by the Company of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any Purchase Notice, provided that in each case the said powers were exercised by the Company in good faith; and

d) decline to accept the vote of any Restricted Person at any meeting of shareholders of the Company.

Art. 8. Definition. Whenever used in these Articles, the term «United States Person» or «U. S. Person» shall mean a national or resident of the United States of America, a partnership organized or existing in any state, territory or possession of the United States of America, a corporation organized under the laws of the United States of America or of any state, territory or possession thereof, or any estate or trust, other than an estate or trust the income of which from sources outside the United States of America (which is not effectively connected with the conduct of a trade or business within the United States of America) is not included in gross income for the purposes of computing United States federal income tax.

The term "United States person" does not include a branch or agency of a United States bank or insurance company that is operating outside of the United States for valid business reasons as a locally regulated branch or agency engaged in banking or insurance business and not solely for the purpose of investing in securities not registered under the United States Securities Act of 1933.

Chapter 3. Net Asset Value; Repurchases, Redemption Conversions of Shares; Suspension of the calculation of the Net Asset Value

Art. 9. Net asset value. The net asset value of the Company, the net asset value per share of each sub fund and of each class of shares, as well as the issue and redemption prices, shall be determined periodically by the Company, at least twice a month.

The net asset value per share is expressed in the currency of the relevant sub fund or in each other currency the Board may choose. The net asset value per share is determined by dividing the net assets of each concerned sub fund by its total number of outstanding shares considering, if necessary, the separate valuation of the net assets of this sub fund between its outstanding classes of shares.

The day on which the net asset value is determined is referred to in the present Articles of Incorporation as «the Valuation Date».

The value of the assets of each sub fund of the Company shall be determined as follows:

the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless, however, the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

the value of securities which are quoted or dealt in on any stock exchange shall be based on the latest available closing price and each security traded on any other regulated market shall be valued in a manner as similar as possible to that provided for quoted securities;

for securities, for which trading on the relevant stock exchanges is thin and secondary market trading is done between dealers who, as main market makers, offer prices in response to market conditions, the Company may decide to value such securities in line with the prices so established;

for non-quoted securities or securities not traded or dealt in on any stock exchange or other regulated market, as well as quoted or nonquoted securities on such other market for which no valuation price is available, or securities for

which the quoted prices are not representative of the fair market value, the value thereof shall be determined prudently and in good faith on the basis of foreseeable sales prices;

liquid assets and money market instruments, not traded or dealt in on any stock exchange or other regulated market, may be valued at face value plus any accrued interest; financial derivative instruments dealt in over the counter shall be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedure established by the Board of Director;

units/shares of UCITS authorized according to Directive 85/611/EEC and/or other assimilated UCI will be valued at the last known net asset value for such shares or units as of the relevant Calculation Day;

all other securities and assets shall be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedure established by the Board of Director

The Company is authorized to apply other adequate valuation principles for the assets of the Company and/or the assets of a given sub fund if the aforesaid valuation methods appear impossible or inappropriate.

For the purpose of calculating issue prices, the Net Asset Value per share shall be arithmetical rounded up to the next smallest currency unit of the reference currency. In the event of redemption or conversion it shall be arithmetical rounded.

The Net Asset Value per share of each sub fund and the issue and redemption price thereof are available at the registered office of the Company.

In accordance with the Law, as modified, the Company constitutes one single juridical entity, but the commitments engage only the sub fund these debts are allotted to. In respect of the relation between shareholders, each sub fund will be treated as a separate entity.

Art. 10. Issue of shares. Whenever the Company shall offer Shares for subscription the price shall be based on the Net Asset Value per Share as herein above defined, calculated as of the relevant Valuation Day on which the order is placed with the Transfer Agent, if any, a share Distributor, if any, or the Company, provided the order is received by a time specified by the Board, plus, if applicable, a sale fee not exceeding five (5) per cent of the Net Asset Value, as described in the sale documents.

Payment for Shares subscribed shall be made within five bank business days of the calculation of the subscription price.

Payment may also be made, subject to the condition of law, in contribution in kind of securities or other assets.

Art. 11. Repurchases, Redemption of Shares. Within the provision of the Luxembourg Law, the Company has the power to acquire for its own account, for valuable consideration, its Shares at any time.

A shareholder of the Company may at all times request the Company to redeem all or any lesser number of his Shares and the Company will in this case redeem such Shares subject to any suspension event as referred to in Article 13 hereof.

A redemption request shall be irrevocable, except in case of and during any period of suspension of the redemption or of the determination of the Net Asset Value as set forth in article 13 hereof.

Such request must occur in written form (which, for these purposes includes a request given by telegram, e-mail and fax subsequently confirmed by registered mail) at the registered office of the Company or, if the Company so decides, with any other person or entity appointed by it as its registrar and Transfer Agent, if any, and contain the following information: the exact name and address of the person requesting redemption and the number of shares to be redeemed, the sub fund to which such shares belong, the class of shares, and the name of the person to whom payment is to be made.

The redemption price of each sub fund shall be the Net Asset Value per Share of such sub fund as determined in accordance with article 9 hereof, and shall be paid in the currency of the relevant sub fund or, subject to the condition of law and the approval of the shareholders concerned, in contribution in kind of securities or other assets.

The redemption price may be higher or lower than the original issue price, depending on the evolution of the net asset value.

Payment of the redemption price shall normally be made within five business days following receipt of all relevant documentation, except if legal provisions such as foreign exchange or transfer restriction or other circumstances beyond the control of the Custodian Bank, make the transfer of the redemption price to the country where the redemption has been requested, impossible. Shares that have been redeemed will be cancelled.

Art. 12. Conversion of shares. On the basis of the respective Net Asset Value per Share of the different classes or sub funds, calculated as set forth in article 9 hereof, shareholders may request the conversion of all or part of their holdings (including fractional shares) into shares of a different class or into shares of a different sub fund. Such request shall be notified to the Company or to other establishments designed by the Company by letter or facsimile. Conversion requests should be accompanied by a duly completed transfer form, or by any documents evidencing a transfer, as the case may be.

If certificates were issued for the Shares of the original sub fund or class, the new certificate(s) shall be issued only upon receipt by the Company of such former certificates.

The conversion of shares shall be suspended during any period when the calculation of the Net Asset Value of the assets of the sub fund is suspended as set forth in article 13 hereof.

The Board may set such restriction it deems necessary as to the frequency, the modalities and the conditions of the conversion of shares.

All information concerning the frequency, the modalities and the conditions of conversion shall be indicated in the sale documents.

Shares that have been converted shall be cancelled.

Art. 13. Suspension of the calculation of the net asset value and the issue, Redemption and conversion prices. The Company may suspend the determination of the Net Asset Value and may suspend the issue, the redemption and conversion of Shares when:

(a) any market or stock exchange on which a material part of its investments are quoted is closed (other than normal closures), or dealings are substantially restricted or suspended;

(b) the disposal of its investments or the determination of its assets' value is not possible due inter-alia to a local crisis or a communications breakdown or any other political, economic, military, monetary emergency beyond the control, liability and influence of the Company;

(c) as a result of exchange or other restrictions or difficulties affecting the transfer or remittance of funds, transactions are rendered impossible or impracticable, or when purchases and sales of assets cannot be effected at the normal rate of exchange;

(d); during any period when the Board of Directors so decides, provided all Shareholders are treated on an equal footing and all relevant laws and regulations are applied (i) as soon as an extraordinary general meeting of Shareholders of the Company or a sub-fund has been convened for the purpose of deciding on the liquidation or dissolution of the Company or a sub-fund and (ii) when the Board of Directors is empowered to decide on this matter, upon its decision to liquidate or dissolve a sub-fund;

(e) in the case it is not possible to determine the Net Asset Value issue, redemptions or conversions of shares or units of the undertaking funds on which the Company has invested a substantial portion of its Net Asset (when the NAV of the relevant undertaking fund has been suspended); or

(f) Following a decision of merging, liquidate or dissolve the Company or any of its Compartments or upon the order of the regulatory authority; (if deemed to be necessary and in the best interest of shareholders);

(g) in case of a suspension of the calculation of the net asset value, issue, redemptions or conversions of shares or units of the master fund in which the Company invests as its feeder fund.

The Company shall immediately suspend the issue, the redemption and conversion of Shares upon the occurrence of an event causing it to enter into liquidation.

In any case the Board may make public any suspension of the calculation of the net asset value. Investors having applied for subscription and shareholders having requested redemption or conversion will be notified of any suspension within seven days of their request and will be promptly notified of the termination of such suspension.

Furthermore the Company shall not be bound to redeem and convert on any Valuation Day more than 10% of the number of shares of a specific sub fund outstanding on such Valuation Day. Redemption and conversion may accordingly be deferred by the Company and will be dealt with, on a pro rata basis, on the next Valuation Day (but subject always to the forgoing limit). For this purpose, requests for redemption and conversion so deferred will be given priority to subsequently received requests.

In absence of misconduct or gross negligence all decisions taken by the Board or by its representative concerning the calculation of the Net Asset Value will have definite and compulsory effect on the Company and its shareholders.

Chapter 4. General Meeting

Art. 14. Generalities. Any properly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of its shareholders. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 15. Annual General Meetings. The annual general meeting of shareholders shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the fifteenth of the month of October at 11.00 a.m. If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day in Luxembourg. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and period of notice as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 16. Organization of Meetings. The quorum and delays required by Luxembourg law shall govern the notice for and the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each Share is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or fax.

The Chairman of the Board of Directors shall preside at all meetings of shareholders, in his absence the shareholders may appoint another person as Chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Except as otherwise required by law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the Shares present or represented and voting.

The Board may determine all other conditions, which must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders. The shareholders of a specified sub fund may, at any time, hold General Meetings with the aim to deliberate on a subject, which concerns only the relevant sub fund.

Unless otherwise stipulated by law or in the present Articles of Incorporation, the decision of the general meeting of a sub fund will be reached by a simple majority of the Shareholders of the sub funds present or represented.

A decision of the general Meeting of the Shareholders of Company, which affects the rights of the Shareholders of a specified sub fund compared to the right of the Shareholder of another sub fund, will be submitted to the approval of the Shareholders of these sub funds in accordance with articles 68 of the amended Law of August 10, 1915, as modified.

Art. 17. Convening General meetings. Shareholders will meet upon a call of the Board pursuant to a notice setting forth the agenda, sent by mail at least 15 days prior to the date of the general meeting, to the shareholders' address in the Register, provided the Company shall not be bound to evidence the accomplishment of such notice, if the convening notice is also published in accordance with Luxembourg law and advertised in newspapers of appropriate circulation in any country where the Shares are listed or sold to the public.

Such notices will also refer to the rules of quorum and majorities required by Luxembourg law and laid down in Articles 67 and 67-1 of the Law of 10th August, 1915 on commercial companies (as amended) and in the Articles of Incorporation of the Company.

However, if all shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they declare themselves to be fully informed of its agenda, the meeting may be held without notice or publicity having been given or made.

Chapter 5. Administration and Management

Art. 18. Administration. The Company shall be managed by a Board composed of at least three members who need not be shareholders of the Company.

Subject as provided below, the directors shall be elected by the shareholders at a general meeting, for a period ending at the next annual general meeting and until their successors are elected and have accepted such appointment or, if later, ending at the date of such election and acceptance, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by a resolution adopted by the shareholders. In the event of vacancy in the office of a director because of his death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect by way of cooptation, by majority vote, a director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

At least 7 days' previous notice in writing shall be given to the Company of the intention of any shareholder to propose any person other than a retiring director for election to the office of director and such notice shall be accompanied by notice in writing signed by the person to be proposed confirming his willingness to be appointed; provided always that if the shareholders present at a general meeting unanimously consent, the chairman of such meeting may waive the said notices and submit to the meeting the name of any person so nominated.

Art. 19. Meetings and Resolutions of the Board. The Board shall appoint from among its members a Chairman and may appoint from among its members a Vice Chairman. It may also appoint a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the shareholders. A meeting of the Board may be convened by the Chairman or by two directors, at the place indicated in the notice of the meeting.

The Board may from time to time appoint an Administrative Manager or such other officers as considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board. Officers need not be directors or shareholders of the Company. The officers so appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties conferred upon them by the Board.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all directors at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of the circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or e-mail or fax of each director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

A director may act at a meeting of the Board by appointing in writing or by fax another director as his proxy.

Except as stated below, the Board can deliberate or act validly only if at least a majority of the directors is in attendance (which may be by way of a conference telephone call) or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In case of parity of votes the Chairman has a casting vote.

The directors may also adopt by unanimous vote a circular resolution, which can be effected by each director expressing his consent on one or several separate identical instruments in writing or by e-mail or fax (in each such case confirmed in writing by registered mail), which shall together constitute appropriate minutes evidencing such decision.

Art. 20. Minutes. The minutes of any meeting of the Board and of the general meeting of shareholders shall be signed by the Chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting, and be collected in the relevant books.

Copies or extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman or by the secretary or by any two directors.

Art. 21. Powers of the board. The Board is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest in compliance with the investment policy as determined in the present articles of association. All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Incorporation to the general meeting of shareholders are of the competence of the Board

Subject to approval of the Supervisory Authority, the Board may appoint the Investment Managers, the Depositary Bank, the Administrative, Register, Transfer and Distributor Agent.

In accordance with the principles of risk spreading the Board is vested with the power to determine the general orientation of the management and of the investment policy as well as the lines of conduct to be followed in the administration of the Company. The Board may decide to open new sub funds or to close a sub fund of the Company.

The Board may also decide to consolidate or split any Share Class of any sub fund and may submit the question of the consolidation of a Share Class to a meeting of holders of such Share Class, which will decide upon the consolidation with a simple majority of the votes cast.

If the assets of any sub fund do not reach or fall under a level under which the Board considers that it is too difficult to manage this sub fund or within the scope of a rationalization of the products range offered to the clients, the Board:

- may decide to proceed to the closure of this sub fund. In such case, a notice relating to the closure will be transmitted to all registered shareholders. This notice will also be published conforming to the Luxembourg on notice to the shareholders. The net assets of the concerned sub fund will be distributed between the shareholders of the sub fund.

- will have the possibility to offer to the shareholders of a sub fund the merger of their sub fund with one or several other sub funds of the Company. In this case, a notice relating to the merger of those sub funds will be transmitted to the registered shareholders of the concerned sub funds. This notice will be also published conforming to the Luxembourg rules on notice to the shareholders.

Every shareholder of the concerned sub funds will have the possibility to ask for the redemption of his shares without fees during a period determined by the Board (at least one month after the publication) and indicated in the above-mentioned publications. At the expiry of this period, the merger will bind all those who have not asked for the redemption of their shares.

In the condition and following the same procedure above mentioned the Board may decide to merge one of the sub fund of the Company with another Luxembourg Investment Fund submitted to the part I of the Law of 17 December 2010, as modified.

In the condition and following the same procedure above mentioned the Board may decide to split one of the Sub fund of the Company.

Art. 22. Investment policy. The Board, based upon the principle of risk diversification, has the power to determine the investment policies and strategies of the Company strategies to be applied in respect of each subfund, (ii) the hedging strategy, if any, to be applied to specific Classes of Shares within particular sub-fund and and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the Board in compliance with the law of 17 December 2010 or be laid down in the laws and regulations of those countries where the shares are offered for sale to the public, or shall be adopted from time to time by resolutions of the Board and as shall be described in any prospectus referring to the offer of the shares.

In the determination and implementation of the investment policy the Board of Directors may cause the assets of the Company to be invested in transferable securities and money market instruments admitted to official listing on a stock exchange or dealt in on another regulated market located within any other country of Western or Eastern Europe, Asia, Oceania, the American Continent or Africa.

The Company may decide to invest under the principle of risk-spreading up to 100% of the total assets of each class of Shares of the Company in different transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by any member state of the European Union, its local authorities or public international bodies of which one or more of such member states are members, or by any other state member of the OECD provided that in the case where the Company decides to make use of this provision the relevant class of Shares must hold securities from at least six different issues and securities from any one issue may not account for more than 30% of such classes' total net assets.

Longer-term considerations based on the fundamental economic criteria shall have precedence over a short-term optimization of earnings, which might entail higher risks.

The Fund may for the purpose of hedging and efficient portfolio management use techniques and instruments relating to transferable securities.

It is understood that the a sub fund of the Company may invest in accordance with the provisions set forth in the sales documents in shares or units of other UCIs, including shares of a master fund and Shares of one or more other sub funds of the Company to the extent permitted and at the conditions stipulated by the law of 17 December 2010.

The Company may create a master/feeder UCITS fund, convert any existing sub fund into a master/feeder UCITS fund or change the master UCITS of any of its feeder UCITS funds to the extent permitted and at the conditions stipulated by the law of 17 December 2010.

The assets of each sub fund are subject to normal market risks and it cannot be guaranteed that the investment objectives of each sub fund will be achieved. References to “fund“ shall also mean reference to “sub fund”.

Art. 23. Delegation. The Board may appoint, within or outside its members, management committees, consultant or technical committees, on a permanent or temporary basis. The composition, powers and remuneration (as the case may be), whether fixed or variable, of its members will be determined by the Board and any costs incurred will be considered as overheads.

The Board may delegate, in accordance with articles 60 of the amended law of 1915, its powers to conduct the daily management and representation of the Company to one or several of its members, subject to the prior authorization of the general meeting of the shareholders; or to one or several person(s) outside its members.

The Board of Directors and the persons to whom the daily management is entrusted may, within this daily management, delegate special and limited powers to one proxy.

The Board may also entrust the management of one or several part(s) of the affairs of the corporation to one or several authorized representatives chosen within or outside its members and entrust all special and limited powers to one proxy.

The Board may dismiss at any time the above-mentioned persons.

The Board determines the attributions and remuneration, whether fixed or variable, charged to the overheads, for the persons to whom it delegates its powers.

Art. 24. Invalidity clause. No contract or other transaction between the Company and any other Company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company has a personal interest in, or is a director, associate, officer or employee of, such other Company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, associate, officer or employee of any Company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other Company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, he shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such directors or officers interest therein shall be reported to the next general meeting of shareholders.

The term personal interest, as used in this article, shall not include any interest arising solely because the matter, position or transaction involves DE AGOSTINI GROUP and GRUPPO BANCARIO BANCA POPOLARE COMMERCIO E INDUSTRIA, or any of its direct or indirect affiliates or such other Company or entity as may from time to time be determined by the Board in its discretion.

Art. 25. Indemnity. The Company shall indemnify any director or officer and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company, or, at the request of the Company, of any other Company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct.

Art. 26. Company commitment towards third Parties. The Company will be bound by joint signatures of any two directors of the Company, or by the joint signatures of a director and of any duly authorized person, or in any other way determined by a resolution of the Board.

Art. 27. Investment Manager/Adviser and Custodian Bank. The Company may enter into an Investment Management and/or Advisory Agreements in order to achieve the investment objectives of the Company in relation to each sub-Fund.

The Company shall enter into custodian agreement with a bank authorized to carry out banking activities within the meaning of the Luxembourg law («the Custodian Bank»). All the Company’s transferable securities and liquid assets shall be held by or at the order of the Custodian Bank.

If the Custodian Bank wishes to retire, the Board of Directors shall take the required steps to designate another bank to act as the Custodian Bank and the Board of Directors shall appoint this bank in the functions of Custodian Bank instead of the resigning Custodian Bank. The Directors shall not revoke the Custodian Bank before another Custodian Bank has been appointed in accordance with these Articles of Incorporation to act in its stead.

Chapter 6. Auditor

Art. 28. Auditor. The general meeting of shareholders shall appoint a «réviseur d'entreprises agréé» who shall carry out the duties prescribed in the provisions of the law of 17 December 2010 Law.

Chapter 7. Annual Reports

Art. 29. Financial Year. The accounting year of the Company shall begin on 1 July and shall terminate on 30 June of each year.

Art. 30. Allocation of results. The general meeting of shareholders shall, upon the proposal of the Board, and within the limits set forth by the Law of 17 December 2010, determine how the annual profits shall be disposed of. Dividends, if any, will be declared on the number of Shares outstanding at the dividend record date, as that date is determined by the Board in the case of an interim dividend or by the general meeting of shareholders of the Company in the case of the final dividend and will be paid to the holders of such Shares within two months of such declaration, unless, in the case of registered Shares, a shareholder elects to have all dividend distributions he is entitled to automatically reinvested in additional Shares of the Company.

The Board may declare and pay an interim dividend, based on interim financial accounts and in accordance with all applicable laws.

The Company may operate dividend equalization accounts.

Chapter 8. Winding-up, Liquidation

Art. 31. Liquidation. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

If the capital of the Company falls below two thirds of the legal minimum, the Directors must submit the question of the Company's liquidation to the general meeting of shareholders to be held without quorum. The motion to liquidate shall be carried by simple majority vote of the shares present or represented at the meeting. If the capital of the Company falls below one quarter of the legal minimum, the general meeting shall be held without quorum but the motion to liquidate may be carried by the shareholders holding a quarter of the shares represented at the meeting.

The convening notices of such meetings must be drawn up in order to allow the general meetings to deliberate within forty days of the capital falling below two thirds or one quarter of the legal minimum.

The net liquidation proceeds of each sub fund shall be distributed by the liquidators to shareholders of this sub fund.

Any funds to which shareholders are entitled upon the liquidation of the Company and which are not claimed by those entitled thereto prior to the close of the liquidation process shall be deposited for the persons entitled thereto at the Caisse des Consignations in Luxembourg in accordance with the 17 December 2010 Law.

The resolution of the General Meeting of shareholders or of the Court pronouncing the termination and winding-up of the Company are published in the Memorial and in three newspapers with sufficiently wide circulation, at least one of which must be a Luxembourg newspaper. These publications are carried out at the discretion of the liquidator(s).

Art. 32. Costs. The Company will bear all administrative expenses due or accrued including all fees payable to Investment Manager, the Custodian and any other representatives and agents of the Company the remuneration of the directors and their reasonable out-of-pocket expenses, the costs of Company's start up and registration as well as all legal, audit, management, custodial, paying agency and corporate and central administration or domiciliation agency fees and expenses, its other operational costs including costs of buying and selling portfolio securities, the costs of legal publications, prospectuses, financial reports and other documents made available to shareholders, reasonable marketing and advertisement expenses and generally any other expenses arising from its administration.

Where a liability relates to a particular class or sub fund only (such as certain distribution fees applying to certain classes only), such liability shall be allocated to the relevant class or sub fund.

Art. 33. Amendments to the articles of incorporation. These Articles may be amended by a resolution of an extraordinary shareholders' meeting, subject to the quorum and voting requirements laid down by the law of 10th August 1915 as amended.

Art. 34. General provision. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 10 August 1915 Law as well as the 17 December 2010 Law.

There being no further business on the Agenda, the Meeting was thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is only worded in English, in accordance of the law of 17 December 2010; on request of the same appearing persons, the present deed will only be worded in English text.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Senningerberg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the meeting, the members of the board of the meeting, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with us, the notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Signé: G. FYFE-MEIS, M. MARANGELLI, X. ROUVIÈRE, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert le 21 octobre 2011. Relation: RED/2011/2221. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 28 octobre 2011.

Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2011151490/815.

(110175628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2011.

Palmerston Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 98.413.

En date du 18 octobre 2011, le conseil d'administration a pris les résolutions suivantes:

- transfert du siège social de la Société du 67, rue Ernesinde, L-1469 Luxembourg au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet immédiat;

- transfert de l'adresse professionnelle d'Alan Dundon, de Géraldine Schmit et de Christophe Davezac, administrateurs, au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 octobre 2011.

Référence de publication: 2011152111/14.

(110176499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Panini S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8212 Mamer, 28, rue Baerendall.

R.C.S. Luxembourg B 135.435.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011152112/10.

(110176840) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Shelby Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 34, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 149.496.

EXTRAIT

La résolution suivante a été adoptée lors de l'Assemblée Générale, tenue en date du 10 mars 2011:

1. La société suivante a été nommée en tant que réviseur:

- Deloitte S.A., RC B 67895, avec siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 novembre 2011.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2011152174/17.

(110176708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

PAR 4 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1933 Luxembourg, 6, rue Siggy vu Lëtzebuerg.

R.C.S. Luxembourg B 103.596.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.
Pour compte de PAR4 S.A
Fiduplan S.A.
Signature

Référence de publication: 2011152113/13.

(110176605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Partin S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 9.596.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011152114/9.

(110176989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Partin S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 9.596.

Le siège social du commissaire aux comptes, AUDIEX S.A., est désormais:

9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 octobre 2011.

Référence de publication: 2011152115/11.

(110176999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Pavas S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 153.281.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011152119/10.

(110177201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.

Peinture Dave Feltus Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9053 Ettelbruck, 14, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 104.641.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011152121/10.

(110176755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2011.
